

13

Informations

Correspondance

Ouvrières

SOMMAIRE

<i>pages</i>	
<i>Hors texte</i>	<i>Informations et liaisons</i>
	<i>Rencontres nationale et internationale</i>
I	<i>Grande-Bretagne: FORD- le règlement.</i>
6	<i>Le développement de la Russie.</i>
10	<i>Une grève: 4 semaines de grève de 80 employés de l'Urbaine-Seine.</i>
14	<i>Les étudiants et l'action</i>
16	<i>Pour les rencontres</i>
18	<i>La différence</i>
25	<i>France-travailleurs - La vie quotidienne</i>
32	<i>Publications.</i>

LE NUMÉRO

mensuel

UN FRANC

N° 81

MAI 1969.

BROCHURES DISPONIBLES

- LA GREVE GENERALISEE EN FRANCE , MAI JUIN 1968 (2f50)

Sommaire: Il s'est passé quelque chose- La société capitaliste- Le mouvement étudiant le mouvement ouvrier- Participation et réformes de structures- L'organisation de la production et de la distribution par les producteurs eux-mêmes- Annexe: Cinq thèses sur la lutte de classe.

- DICTATURE DES INTELLECTUELS ? (1 fr)

Remarques critiques sur les "Réflexions" de Max Nomad par Paul Mattick (1934).

- NUMEROS D'ICO DISPONIBLES:

- documents: supplément au N° 17- "L'Afrique Noire est mal partie" critique de livre. L'Amérique vue par un ouvrier immigré - mai 60.
Lavalette- secteur rétrograde du capitalisme - mai 60.
Problèmes de décolonisation au Maroc et en Tunisie- novembre 69.
Le Borinage, témoignage sur 15 jours de grève - mars 59.
- 1961 - Nos 28 et 31 (ancienne série) septembre et novembre (sans numéro). 3 (nouvelle série)
- 1962 - 5-7-9-
- 1963 - 14-15-16-18-19-20-21-22-23-24-
- 1964 - 25-30-31-32-33-
- 1965 - 35-36-37-41-42-
- 1966 - 48-49-50-51-52-54-
- 1967 - 58-62-64-
- 1968 - 75-76-
- 1969 - 77-78-79-80-

- DES CAMARADES DEMANDENT:

- L'Encyclopédie anarchiste de Sébastien Faure - 4 tomes. neuf ou occasion
- les numéros d'ICO suivants: 4-34-39-55-56-58-65-67-68-69-70-71-73.
- le numéro 71 (juin juillet 68) est particulièrement demandé, en plusieurs exemplaires.
- les brochures: La Russie et Nantes-St Nazaire (suppléments à ICO).

Si vous avez / de vieux numéros d'ICO en double ou sans utilité.

Si vous jetez / ICO après l'avoir lu ou parcouru distraitement,

RETOURNEZ-NOUS LES

nous en avons l'usage pour des camarades qui veulent retrouver d'anciens articles. En périodique le tarif postal n'est que de 0f07 par fraction de 100g.

LE TRAVAIL de rédaction, de tirage, d'expédition, est fait entièrement par des camarades d'ICO sur leur temps de loisir. Ces tâches se sont accrues énormément, le tirage d'ICO ayant pratiquement doublé, de 500 à 1200 exemplaires depuis mai. Pour réduire les tâches matérielles, nous demandons aux camarades:

- d'écrire leur nom et adresse en caractère d'imprimerie.
- de signaler les erreurs et changements d'adresse.
- de réclamer s'ils ne reçoivent pas un numéro vers le 25 de chaque mois.

AUX CAMARADES: qui envoient des textes ou tracts ronçotés d'en expédier chaque fois 10 exemplaires, ou de donner une adresse. L'annonce de différentes publications a provoqué des demandes qu'il est difficile parfois de satisfaire si nous ignorons l'origine des textes envoyés.

ABONNEMENTS: Si tu lis ICO régulièrement, ABONNE-TOI. Le prix de l'abonnement imprimé sur la couverture n'a pu être rectifié. Il est de 10 frs. et non de 5 frs.

Informations et liaisons

rencontres

Le secrétariat de la rencontre nationale sera assuré par le groupe de Montpellier. Chaque groupe doit envoyer le plus rapidement possible un projet d'ordre du jour de la rencontre ainsi que des textes traitant des sujets qu'ils estiment prioritaires (si possible 30 exemplaires minimum).

LA RENCONTRE NATIONALE

aura lieu le WEEK-END 14 et 15 JUIN 1969

Correspondance à : Michel Séguret - assistant à la Faculté des Sciences - Montpellier

LA RENCONTRE INTERNATIONALE

aura lieu le WEEK-END 12 et 13 JUILLET 1969

à Bruxelles. Groupes ou camarades isolés, intéressés, doivent écrire à
Claude LEMAIRE
II, Rue A. Delporte
Bruxelles 5 - Belgique.

(les camarades de Bruxelles se sont chargés du secrétariat de la rencontre internationale ils donnent toutes informations et centralisent les textes et la correspondance).

Rectifications: ICO- avril 69- N° 80- page hors texte- dans l'annonce de La Réponse à Lénine extrait d'un article de Pannekoek, il faut lire: "quand la défaite des spartakistes en Allemagne eut empêché une révolution mondiale".. (et non eut amené).

PROCHAINES REUNIONS D'ICO

Samedi 31 MAI - 14h30

Week-end des 14-15 juin (rencontre nationale région parisienne)

Les camarades de Paris seront avisés directement des autres réunions qui seront consacrées tant aux préparations des rencontres que des échanges habituels.

Souscription matériel: (voir ICO N° 78- p.I février 69).

Ce numéro a été préparé en partie à l'aide de la machine à écrire dont nous avons prévu l'acquisition; le prix en est de 2252, 20 sur lequel restent à régler deux traites de 644 Frs au 31 mai et au 30 juin. Les camarades qui veulent participer.. virement au ccp Paris 20 147 54 - avec la mention matériel.

Le texte Histoire-Géographie de Lyon /

dont nous avons parlé dans ICO et qui nous avait été demandé par divers camarades figure en entier dans "Archinoir" N° I- bulletin bimestriel- février mars 69 (Pierre Girard, 2 rue du Dr Blanc Fontaine, 38- Grenoble). Au sommaire: Nous sommes..- Essai d'appréciation des relations de cohérence et de transparence et de leurs rapports au sein d'une minorité révolutionnaire - la révolution au service de l'amour - détournement des bandes dessinées- Mai 68 (projet d'analyse)- Documents empruntés à Noir et Rouge, ICO, au CA des Enseignants normaliens de Savoie et le texte sus-visé-. Voici la présentation d'un des camarades de Lyon: " ce N° I est bien faible, mais peut être est-ce intéressant, en tout cas nous essayons de le faire.. Ce qui est emmerdant et

intéressant c'est qu'il y a des camarades dispersés. Nous préparons un N°2 (C A, leur rôle, leur formation, leur fonction de stabilisation, de fixation, etc.. Spontanéisme et organisation, Unité et Pouvoir Ouvrier, Psychiatrie, etc..) et deux brochures spéciales: Bakounine, union des ouvriers et des paysans- les luttes de classe en Algérie et peut être des rééditions d'articles (Socialisme ou Barbarie, Pouvoir Ouvrier Internationale Situationniste) mais le Fric..."

On nous demande d'insérer le communiqué suivant:

Conseil de soutien à Andrée Destouet: se propose de l'aider à:

- payer les honoraires de son avocat,
- la soutenir moralement par l'envoi de sommes d'argent, de livres, de colis, etc..

Versements à effectuer au cep. I963 63 BRUNO - TOULOUSE 31.

Les initiales et les abréviations: les "sigles" du genre CGT ou SNCF, si elles sont faciles à comprendre pour un lecteur français (pas toujours) ne le sont plus du tout pour un étranger. Dans les articles mettez des renvois explicatifs Cela s'adresse aussi aux copains étrangers. L'un de nous en a fait l'expérience en traduisant les articles sur Ford pour démêler l'imbroglio des syndicats anglais. Un des efforts d'ICO est que chaque article puisse être lu et compris par n'importe quel "non initié" langage simple, explications répétées. Nous n'y réussissons pas toujours mais nous continuons.. Comme l'ont écrit les situationnistes, on rabâche le "fatras habituel" de notre "psychodrame".

D'un groupe de Pau: " le groupe a lu les exemplaires d'ICO et en a discuté. Il nous est difficile pour le moment de vous faire le compte rendu de nos discussions, faute de temps, mais nous ne manquerons pas de le faire.

" Notre groupe est jeune, composé en majorité d'étudiants et notre travail actuel consiste surtout à trouver des documents intéressants et à établir des contacts solides avec des camarades travaillant dans les usines de la région. Nous participons aussi à un cercle d'étude pour l'Autogestion qui nous permet d'organiser des débats intéressants et de diffuser l'idée de l'autogestion. Organisez-vous à Paris des débats sur un sujet précis? Vous serait-il possible, le cas échéant, d'animer un débat à Pau? Il est bien entendu qu'il ne serait pas question pour nous d'accueillir un conférencier, mais un camarade un peu plus informé que nous. "

Réponse à Lénine (voir ICO N° 80 avril 69- hors texte). sur la maladie infantile du communisme (I920) reproduction de la publication de cette lettre ouverte à Lénine par Hermann Gorter(communiste de Conseil Hollandais) au nom du parti communiste ouvrier d'Allemagne (KAPD) publication faite en France en juillet I930 pour les groupes ouvriers communistes- brochure disponible en nombre à ICO au prix de 4 frs (virement au cep:ICO 20 I47-54)ou aux Cahiers du Communisme de Conseil- Camoin BP N° II5- I3 Marseille-I2è. Pour répondre à plusieurs camarades préisons que cette brochure n'est pas publiée par ICO mais que seuls- indépendamment d'ICO- des camarades d'ICO et des C de C. en ont financé en partie la réédition. Des divergences sont apparues quant à son opportunité et quant à l'importance du léninisme comme idéologie.

- d'un camarade de Paris: "...dans les conditions présentes, elle risque d'amener à concevoir les problèmes du monde nouveau en terme de polémique contre le léninisme. Or le léninisme comme tel, en tant que facteur vivant, a crevé de sa sale mort il y a belle lurette, et il ne sert de rien de s'escrimer contre des cadavres- sauf pour satisfaire une passion dogmatique."

- d'un camarade de Grasse:..." la Réponse de Gorter, sans présentation ça fait vieux pour ceux qui sont déjà convaincus- reste à savoir si ça pourra se diffuser pour faire connaître les anciens Communistes de Conseils...La création de la Ligne Communiste, les démêlés entre trotskistes, ce qu'ils sont actuellement, ne permet pas de dire que le léninisme est mort. Le léninisme polarise toutes les variétés d'élitisme et correspond à la tendance qui domine dans l'intelligenza des sociétés modernes, tout cela couvrant le capitalisme d'Etat en marche..."

grande-bretagne

Ford

FORD : LE RECLEMENT /

Nous publions ici la suite de l'article de Max Fore paru dans Solidarity Vol.5 N° 9. La première partie de cet article est parue dans ICO N° 80- avril 69- p.23- (voir également ICO N°79 mars 69- p.27)

(Solidarity: c/o Russell- 53 A Westmoreland Road- Bromley-Kent)

Abréviations utilisées dans le texte:

T.G.W.U.: Transport and General Workers' Union. Syndicat des transports
A.E.F. : Amalgamated Union of Engineering and Foundry Workers.
Syndicat réuni des ouvriers de la métallurgie et des fonderies

La grève des 46.000 ouvriers manuels de Ford qui s'est terminée le 20 mars aura duré trois semaines et demie. Elle aura coûté très cher à la Cie: celle-ci a en effet perdu environ 5.000.000 heures de travail pour la production. (ce chiffre est environ trois fois plus grand que la "meilleure" valeur enregistrée pour une année entière dans le passé). La perte de production tant pour les branches anglaises que pour celles de l'Europe continentale du trust Ford atteint environ 40.000.000 de livres sterling (500 millions de francs nouveaux environ).

Des pertes aussi importantes montrent bien, comme Solidarity l'a souligné à plusieurs reprises, que la direction est prête à aller très loin pour sauvegarder sa domination dans l'usine.

Du point de vue de la solidarité ouvrière cette lutte a été exemplaire. Pour la première fois en Angleterre, la production a dû s'arrêter entièrement et la Compagnie fut contrainte de mettre à pied 4.000 briseurs de grève.

A Dagenham, l'organisation quotidienne de la lutte était entièrement aux mains du comité de Shopstewards. On peut faire un certain nombre de critiques sur la manière dont ils utilisèrent leur pouvoir. A Dagenham, par exemple, ils ne convoquèrent que trois assemblées générales pendant toute la durée de la grève. Les textes publiés par les shop-stewards se tinrent sur une réserve prudente, marchant sur des oeufs chaque fois qu'il s'agissait des permanents syndicaux. Pourtant la lutte a vu se produire un certain nombre d'actes réconfortants. L'un des plus importants fut l'aide fournie aux grévistes par un grand nombre d'étudiants qui tapèrent, ronéotèrent et dessinèrent un nombre considérable de tracts et d'affiches. Ces affiches des ateliers d'affiches donnèrent une dimension nouvelle et passionnante à la propagande industrielle. C'est un exemple à suivre.

Cette liaison étudiants-ouvriers est potentiellement une force énorme. Sans doute l'hostilité traditionnelle des ouvriers contre les étudiants n'a-t-elle pas disparu à Dagenham, mais elle s'est bien affaiblie. L'alliance étudiants-ouvriers a un énorme avenir devant elle et pas seulement dans le domaine industriel. L'aide des étudiants révolutionnaires devrait être chaleureusement accueillie par les militants, à la condition, bien entendu, qu'elle ne sous-entende aucun engagement.

Le conflit a présenté bien d'autres caractéristiques positives. Il a brisé les barrières artificielles qui séparaient les militants des diverses usines, syndicats et équipes de quart. Les liens créés pendant la grève joueront un rôle important dans les mois et les années à venir. Le déroulement de la lutte a eu pour effet d'ébranler sérieusement un certain nombre de comités de shop-stewards, déjà virtuellement moribonds. Sans doute, ce nombre est-il encore trop petit. Pourtant ce qui s'est passé à Basildon est très intéressant. Le comité de shop-stewards de cette usine était connu depuis longtemps pour sa passivité. Son délégué fut l'un des rares à voter contre

l'appel à la grève le 24 février (I). Une assemblée générale se tint peu après. Les gars se révoltèrent et votèrent la grève à une majorité écrasante. Pendant toute la grève, l'usine de Basildon resta une des plus intransigeantes; ce n'est qu'avec les plus grandes difficultés que l'on parvint à convaincre les ouvriers de reprendre le travail.

La grève fut normale sous bien des aspects. La plupart des gars la firent chez eux. On ne fit aucune tentative pour les mobiliser. Les comités de shop-stewards reçurent des télégrammes de soutien des autres usines de l'empire Ford, d'Allemagne, de Belgique et de Hollande, et un des ouvriers de l'usine Renault de Flins. La Compagnie ressortit ses vieilles menaces déjà éculées: Ford déménagerait ses usines ailleurs. Les militants durent subir comme d'habitude la phraséologie "militante" de permanents syndicaux "de gauche" sortant d'une longue journée de négociations avec la direction. (2). Les piquets de grève furent bien organisés. De nombreux camions furent stoppés. Les fournitures en coke, pétrole et oxygène furent interrompues à Dagenham. Les chauffeurs refusèrent d'amener les bus pour le personnel aux portes de l'usine. Il y eut de nombreux autres exemples d'organisation efficace.

Avant de s'emballer par ce que les dirigeants syndicaux seraient atteints par une vague de "militantisme", il est bon de se souvenir que la grève démarra

(I) Un bon exemple de l'attitude "collaboratrice" qui est monnaie courante à Basildon, est fourni par un article écrit par un membre influent du Joint Works Committee (comité unifié du travail) et publié par Newsheet, organe d'information publié par le comité de shop-stewards de l'usine de Basildon.

" Si les shop-stewards peuvent remplir leurs fonctions dans un bureau, pourquoi ne pas élire moins de "stewards" et les transformer de représentants des départements en représentants de toute l'usine. Ces shop-stewards pourraient être déchargés de leur travail dans la production pendant la durée de leur mandat et être shop-stewards à plein temps. Le délégué d'usine pourrait être élu par un premier vote dans l'usine, les stewards ordinaires par un second vote plus tard.

" La compagnie a proposé une autre méthode : que les stewards dirigeants tiennent une conférence bimensuelle avec le directeur. Mais les stewards ne sont pas encore disposés à adopter cette idée; mais comme la participation ouvrière à tous les niveaux est une des tendances de l'époque, il ne fait aucun doute que quelque chose de cette idée passera dans les faits plus tard.

" Si la participation ouvrière à tous les niveaux est bien une tendance du monde moderne, ne devrions-nous pas nous rendre compte dès maintenant que les candidats shop-stewards devraient avoir des qualifications universitaires (c'est-à-dire des diplômes-N.D.T.).

Il faudra distinguer deux niveaux "O" et "A" dans les shop-stewards. Le mouvement des trade unions devrait mettre en place des méthodes standard de formation, les niveaux "O" et "A" étant reconnus officiellement par tous les syndicats.

"La fonction de shop-steward est une vocation exigeant des capacités et aucun syndiqué ne devrait être autorisé à devenir shop-steward avant d'avoir acquis les qualifications nécessaires".

(2). Jack Jones, secrétaire général du TGWU, aurait déclaré selon des sources dignes de foi que le seul argument que pouvait comprendre Blakeman, le chef des relations avec le personnel, était le "coup de pied au cul". Sans doute. On ne rapporte pourtant aucun témoignage décrivant Jack Jones passant des déclarations aux actes. D'autre part, Blakeman s'est vu offrir par l'ex-messie de la gauche, Miss Barbara Castle (actuellement ministre dans le gouvernement Wilson) de faire partie de la commission des Relations Industrielles où il rejoindra deux ex-gauchistes, Will Paynter et George Woodcock.

à la suite d'un appel non officiel des délégués des 24 usines Ford (I). Ce n'est qu'au bout de quelques jours que l' AEF et la TGWU, reconnurent officiellement la grève (qui fut finalement reconnue par 8 autres syndicats). Si les deux principaux syndicats s'étaient sérieusement opposés aux accords pendant la période de négociations, nul doute que les propositions de la direction n'auraient jamais été acceptées. Le conflit n'aurait jamais pris cette forme.

Les actes des dirigeants des deux syndicats de "gauche" furent pour le moins confus. Ils finirent par adopter une formule de "retour au travail" qui contient encore des clauses disciplinaires. (les véritables accords ne seront pas signés avant la mi-avril). Ces clauses ont été modifiées, il est vrai: l'ouvrier ne risque plus de perdre que 10 livres sterling par an (120 frs), le pouvoir de la direction est quelque peu limité dans le cas de la fixation du montant de l'amende (2). Mais, et ceci est très dangereux, le nouvel accord contient des parties de l'ancien qui ouvrent la voie à "l'amélioration continue du rendement dans les activités de la Compagnie". En langage ordinaire, cela veut dire: relèvement des cadences (3), limitation supplémentaire du droit des ouvriers de décliner les heures supplémentaires, (un droit qui est déjà pas mal réduit), de résister aux mutations arbitraires sans préavis d'un poste à un autre, voire d'une usine à une autre, ou d'une équipe de quart à une autre.

Une autre partie de l'ancien accord qui est conservée, et ceci est significatif, est le chapitre sur "l'action disciplinaire et les procédures d'appel". L'accord à ce sujet est non seulement outrageusement non équitable (même si on le compare avec ce que propose la "justice" anglaise et qui est particulièrement mauvais) mais il va encore renforcer le pouvoir des permanents.

On pourrait caractériser l'accord final de trahison si les bureaucrates syndicaux avaient jamais été du côté des gars. Le règlement final ne pouvait surprendre aucune personne intelligente. Nous l'avions prévu dans le dernier numéro de Solidarity (voir ICO, N° 80). Il est notoire que les deux syndicats les plus importants (soit séparément, soit ensemble), ont déjà signé un grand nombre d'accords qui tous contiennent des clauses disciplinaires. Par exemple, en janvier de cette année, l'AEF a signé un

(I)- C'est par une fuite que les tenants et les aboutissants des propositions d'accord furent connus. Le comité de shop-stewards de Dagenham en eût vent en janvier 1969. Il fit ronéoter rapidement plusieurs centaines de copies de ce document. Sans cette initiative il est vraisemblable que l'ensemble des accords aurait été mis en place sans le moindre accroc, puisqu'avant cette fuite, il y avait unanimité des membres du National Joint Negotiating Committee (NJNC: Comité national unifié pour la négociation) pour accepter les accords. C'est donc cette fuite qui pratiquement est à l'origine de la grève.

(2)- il n'est peut être pas inutile de reproduire ici la définition donnée par la Cio des actes qui peuvent être sanctionnés d'une amende:
" le domaine d'application de l'accord pourra être multiple. Les actions, soit de coercition, soit de solidarité, menées pour soutenir une plainte ou une doléance, ou pour peser sur un conflit, en dehors de la procédure d'accord, constituera une violation du plan de sécurité des salaires. En voici une liste: 1)- abandon du travail; 2)- refus des heures supplémentaires; 3)- diminution concertée de la production que ce soit en quantité ou en qualité du travail, ou par limitation des genres de travaux effectués". Ainsi, selon les nouveaux accords, le refus des heures supplémentaires, ou le refus ou l'incapacité collective d'effectuer le travail avec de nouvelles normes, peut signifier une perte de salaire de plus de 20 livres (240frs) par an.

(3)- Des bruits persistants ont couru d'une accélération de la chaîne rapide des Cortina à Dagenham. La production devrait passer de 60 à 80 véhicules par heure. Travaillant moi-même sur cette chaîne, il me semble très difficile de concevoir comment on pourra accroître la production à ce point, mettent si les ouvriers y mettent du leur : c'est physiquement impossible.

accord avec Swan Hunter. A la fin de l'année dernière, le même syndicat et d'autres, signèrent un accord avec l'Upper Clyde Shipbuilding Group (groupe des constructions navales de la Clyde supérieure). En 1967, un accord semblable fut conclu au Henry Wigging Rolley Mills d'Herenford (Laminiers). Récemment encore, un autre accord fut signé à la Continental Oil Refinery (rafinerie de pétrole appartenant aux américains) d'Immingham. Tous ces accords comportaient des clauses punitives. Déjà l'accord conclu chez Ford sert de modèle à d'autres qui doivent se conclure chez Wauxhall ou qui sont proposés par les employeurs des docks de Londres.

LA FIN DE LA GREVE: /

La manière dont la grève se termina ne manque pas d'intérêt. En officialisant la grève, les syndicats purent en prendre le contrôle. Ils furent aidés dans cette opération par les comités de Shop-stewards des diverses usines qui firent l'erreur habituelle de se leurrer et de tromper les ouvriers sur les intentions des bureaucrates syndicaux.

Le 18 mars, à grand renfort de tambour, on présenta officiellement la formule de "reprise du travail" que les syndicats avaient acceptée. Le 19 on jeta un os aux ouvriers qui eux avaient véritablement fait la grève et qui allaient avoir à travailler sous les nouveaux accords: on convoqua des assemblées générales sur les lieux de travail.

Dagenham fournit un exemple typique de la méthode "démocratique" adoptée lors de ces meetings. Le meeting tenu à Leys Bath, compta 5000 ouvriers convoqués par le comité des shop-stewards. Il fut ouvert par le président de ce comité, suivi à la tribune par pas moins de sept fonctionnaires syndicaux à plein temps; tous parlèrent en faveur du règlement. Personne ne parla contre; aucune discussion n'eut lieu. La résolution de reprise du travail fut mise aux voix. Il n'est pas surprenant qu'elle ait été adoptée, bien qu'une minorité de 10% ait voté contre.

Dans les autres usines la situation se présenta de manière similaire. A Halewood la masse des gens se sentit outragée; il y eut même une manifestation contre le règlement. Il fallut aplanir les difficultés lors d'une assemblée générale. Les gars de l'usine de tracteurs de Basildon votèrent contre la reprise à une écrasante majorité. Ils durent céder lorsqu'ils apprirent que les principales usines reprenaient le travail, mais ils n'en décidèrent pas moins une prolongation de quatre jours en signe de protestation.

La présentation des accords a joué un rôle important dans cette reprise du travail.

1) on minimisa le fait que les paragraphes cruciaux des premiers accords sur le rendement et les sanctions disciplinaires avaient été conservées.

2) on fit mousser certaines propositions des syndicats, présentées comme faisant partie des accords alors qu'elles ne sont restées qu'à l'état de vœux pieux. Ainsi en va-t-il de la parité des salaires avec les travailleurs de l'automobile des Midlands, présentée comme imminente alors que la direction a fait savoir depuis qu'elle n'étudierait pas cette mesure avant 1971. L'autre carotte tendue porte sur le "principe de mutualité" selon lequel un accord commun entre les travailleurs et la maîtrise doit être atteint avant toute modification des normes. On présenta ce principe comme devant entrer incessamment en application alors qu'en fait la TGWU a fini par avouer qu'elle avait l'intention de faire pression pour l'adoption de ce principe. Ainsi ces deux points très importants, présentés aux meetings de masse comme faisant partie des accords ne seront obtenus qu'après de nouvelles luttes des ouvriers de Ford. (I) Mal informés et

(I) - Le Joint Shop-steward Committee (comité unifié des shop-stewards) de Ford (Dagenham) dans son tract N° 13 du 19/3/69 suit une ligne semblable. Ce tract distribué à l'assemblée générale ne contient aucune critique des nouveaux accords.

égérés par les croassements de victoire, les gars reprirent le travail.

Les perspectives ne sont pas aussi sombres que cela. Il ne fait aucun doute que Ford a été sérieusement touché. Ceci remet du baume au coeur des ouvriers de Ford. La situation à l'intérieur des usines après la reprise du travail diffère de la situation antérieure. On a dû renvoyer chez eux, lors de la première semaine, les ouvriers de l'atelier de pressage qui avaient refusé de travailler avec les briseurs de grève. Il y eut quelques accrochages au cours desquels les jaunes reçurent ce qu'ils méritaient. Le fait que Ford ait reçu ce coup en pleine face ouvre aux yeux de beaucoup de militants des possibilités de développement réel des luttes au sein même des usines. Il est vraisemblable que la Compagnie va connaître une année difficile nonobstant les clauses disciplinaires. Les difficultés que rencontre Ford dans la réalisation de sa production pour satisfaire à la demande offrent des occasions favorables aux gars qui travaillent pour lui.

QUELQUES CONCLUSIONS: /

C'est une simplification outrancière d'affirmer que tous les fonctionnaires syndicaux sont identiques. Certains sont conscients de leur rôle spécifique dans la société, d'autres non. Mais qu'ils soient de droite ou de gauche, ils ont leurs intérêts propres et ils s'opposent tous avec cohérence à toute organisation qui serait directement dirigée par les travailleurs. Une telle organisation les menacerait autant qu'elle menacerait les patrons. Il est amusant de voir que les deux derniers héros de la gauche, Scanlon et Jones, soient étroitement liés avec le Movement for Workers' Control (Mouvement pour le Contrôle ouvrier). Il y a de quoi s'esclaffer à l'audition de Jack Jones, secrétaire général à vie de la TGWU, présentant comme panacée le contrôle ouvrier. Tous ces gens sont pour le contrôle ouvrier partout sauf dans leur domaine propre. Toute cette campagne n'est en fait qu'une diversion pour écarter les ouvriers de leurs problèmes véritables. Tout d'abord parce que derrière ce terme de contrôle ouvrier ils mettent tout et n'importe quoi depuis la participation au conseil d'administration jusqu'au grignotage des pouvoirs de la direction par la hiérarchie syndicale. Ce projet n'est guère séduisant. Je ne nie pas qu'il y ait beaucoup de bons militants dans ce mouvement, avec lesquels je ne suis pas forcément en désaccord; mais ils ont des camarades de lit douteux qui ont des conceptions et des objectifs différents. Le véritable milieu de la lutte pour le contrôle ouvrier, c'est la lutte sur les lieux de travail contre les patrons, avec le renforcement des organisations d'usines directement contrôlées par les ouvriers eux-mêmes.

Même la "gauche" s'est acharnée à contribuer aux illusions des ouvriers, en leur présentant comme possible une suppression des tares des dirigeants syndicaux. The Morning Star salue la nouvelle alliance de l'aile gauche. The Socialist Worker du 29/3/69 affirme que "des hommes comme Hugh Scanlon et Jack Jones peuvent être amenés dans une certaine limite, à répondre positivement aux pressions de la base". Le SLL et son organisation de combat (l'All Trade Unions Alliance, l'alliance de tous les syndicats) proposent une solution simple: élire des membres du SLL à tous les postes de commandes des syndicats. Comme toujours, dans le cas des organisations d'avant-garde, les besoins des ouvriers sont subordonnés aux besoins des bureaucrates et de l'organisation politique. (voir par exemple: Docks: débrayages et mouvements non officiels, in international Socialism, Automne 1960).

La tactique de devrait suivre les ouvriers de Ford serait de maintenir la pression pour que Ford ne puisse colmater ses pertes et reste vulnérable. En même temps il faut s'efforcer d'améliorer les communications entre militants dans une usine donnée comme au niveau national et international. La situation présente des occasions favorables. Il faut les saisir.

Solidarity fera tout ce qui est en son pouvoir d'ailleurs limité pour aider ces luttes et ceci sans conditions. Il paraît urgent et nécessaire que les militants de Ford se mettent à discuter en commun de l'action commune: celle-ci devrait au moins aboutir à la publication d'un journal et à la mise en place d'une organisation de militants au sein de l'usine. Nous aimerions connaître les propositions et les opinions des autres ouvriers de Ford.

Max Fore.

Le développement de la RUSSIE

Les études sérieuses sur le développement économique russe, publiées en France sont relativement rares et le plus souvent alignent des chiffres dont il est difficile de tirer des conclusions. Pourtant comme l'a dit une fois Molotov: "Les Américains en savent bien plus long sur nous que nous-mêmes". Deux économistes américains R. Powell et H. McNeil de l'Université de Yale, publient dans le numéro de décembre 1968 de Scientific American une étude qui prouve que la phrase de Molotov n'avait rien d'une boutade et que depuis l'oeuvre de pionnier d'Ab-ram Bergson, qui fut le premier à faire une étude statistique sérieuse de la Russie en 1940, les économistes américains ont continué à étudier le développement russe. En bref, les études américaines font apparaître un taux de croissance remarquable et les auteurs de l'article tentent d'expliquer comment un tel taux a pu être obtenu.

Comme toujours dans ce genre d'études il faut être particulièrement vigilant du point de vue méthodologique. Le Bureau Central des Statistiques de l'URSS est particulièrement avare de détails et fournit des statistiques "souvent calculées à l'aide de techniques discutables et quelquefois en contradiction avec elles-mêmes". (il s'agit là d'une manière à la fois anglo-saxonne et académique de dire que les statistiques sont truquées). Il est clair que cette suspiscion préalable a conduit à un énorme travail consistant à collecter tout ce qui pouvait contenir ne fut-ce qu'une parcelle d'information et ceci au niveau le plus élémentaire possible: quotidiens, livres de classe, publications mensuelles des industries (plus spécialement cimenteries et aciéries) catalogues des prix pratiqués dans les échanges entre les Etats de l'Union et proposés au public, et enfin une édition secrète du plan pour l'année 1941, tombée aux mains des Allemands pendant la guerre et ... récupérée par les américains en 1946. Qu'on s'imagine que l'on veuille reconstruire la situation économique de la France en disposant en tout et pour tout des catalogues de Manufrance et on aura une idée de la difficulté du travail. Cependant, il va de soi que la reconstruction en chambre de l'économie russe présente un intérêt pour le Capital américain et on peut avoir une certaine confiance dans le résultat ou en tout cas dans la qualité du travail. En bref les spécialistes américains qui se sont attelés à cet énorme boulot ont fait celui que ne font pas les spécialistes russes. Ce n'est pas là une desmoindres contradictions de l'URSS où la centralisation extrême de l'économie devrait avoir pour corollaire une connaissance parfaite de la production, c'est-à-dire des méthodes comptables particulièrement efficaces.

Une fois les diverses pièces du puzzle statistique recueillies, il faut les assembler en un tout cohérent, et cela ne se fait pas sans peine. Une analyse extensive et une interprétation correctrice des données sont nécessaires. Ceci provient de ce que les définitions utilisées pour évaluer une production donnée peuvent varier d'une année sur l'autre. L'exemple le plus connu mais qui est loin d'être le seul, est celui de l'évaluation de la récolte autrefois mesurée engrangée et maintenant sur pied. (les auteurs ne signalent pas que ce changement- si ma mémoire est fidèle- a ait été fait dans ce cas particulier, du vivant de feu Staline, sous le règne biologique de Lyssenko, une année où les récoltes avaient été particulièrement mauvaises, mais où il fallait quand même avoir des victoires à clairomner). Un autre facteur que les auteurs ne signalent pas et qui joue à la base est la falsification délibérée au niveau de l'usine du kolkhose, de l'unité de production, soit pour affirmer l'accomplissement du plan, soit au contraire pour planquer une partie des produits à vendre au marché noir.

Quoi qu'il en soit, il faut bien fournir un résultat chiffré dont il est nécessaire de vérifier sinon l'exactitude absolue du moins la cohérence interne et la fidélité. A partir des recherches menées par les équipes américaines (A. Bergson lui-même, La Rand Corporation, le National Bureau of Economic et nombre de chercheurs indépendants payés par des organismes gouvernementaux ou privés), on utilise un certain nombre de tests. Le principal consiste à former le produit national brut (PNB). On le définit ordinairement comme la somme annuelle des biens et des services (en excluant ce qui

est consommé dans le processus de production lui-même). Pour mesurer ce PNB et étudier sa variation, il est nécessaire de le ramener à une année de référence. Ceci peut se faire de deux manières:

1) on mesure le PNB par les dépenses globales (des particuliers, des industriels, de l'Etat) en biens et services et on le compare à l'année de référence en utilisant l'indice de variations globale des prix.

2) on peut au contraire, directement, évaluer les biens et services directement en prix de l'année de référence.

Les résultats des deux méthodes ne sont pas nécessairement identiques mais s'ils sont voisins on peut conclure à la cohérence interne des statistiques. Dans l'ensemble, la convergence obtenue par deux équipes différentes, utilisant chacune une méthode différente, laisse à penser que les corrections et évaluations faites ne sont pas complètement aberrantes. Ce résultat confirme les auteurs dans leur idée que les statistiques de base ne sont pas trop falsifiées; une telle falsification si elle existait de manière systématique, signifierait que le gouvernement soviétique aurait dû truquer toutes les statistiques élémentaires avec cohérence et méthode et ce pendant des décennies, en prévisions de futures investigations américaines, alors que tout conduit à penser que le gouvernement russe était incapable d'avoir les statistiques dont il aurait eu grand besoin.

D'autre part, le choix de l'année de référence n'est pas indifférent. En effet, pour la période allant de 1928 à 1937, on trouve un taux de croissance annuel du PNB de 11,9% si on prend comme année de référence 1928 et 6,2% seulement si l'on prend 1937 comme année de référence. La raison de cette importante différence est purement arithmétique mais correspond, bien entendu, à une réalité dans la production. En 1928 avant l'industrialisation, les prix des produits manufacturés étaient très élevés par rapport à ceux des produits agricoles: c'est le fameux phénomène des ciseaux cher au camarade Trotsky. A partir de 1937 les prix industriels reviennent à un niveau plus normal, et on peut changer d'année de référence après 1937 sans modifier le PNB. Aussi choisit-on le plus souvent 1937 comme année de référence; mais il faut quand même vérifier dans la littérature, car on conçoit bien que de telles variations du simple au double peuvent être utilisées à des fins de propagande. Un auteur américain souligne avec raison, que cette différence entre le PNB calculé sur la base de 1928 et celui calculé sur la base de 1937 traduit dans les chiffres le changement de capacité de production de la Russie; changement radical qui a transformé l'économie russe d'une économie faite pour la production et la transformation de matières premières agricoles (économie semi-agricole) en une économie ayant une forte capacité de production de biens d'équipement, qui devait mener ensuite à une croissance économique très rapide.

Les statistiques fournissent en général deux évaluations:

- a) l'une allant de 1928 à 1966 avec comme année de référence 1937
le taux de croissance annuel moyen du PNB est de 5,4%
- b) l'autre séparée en deux périodes:
de 1928 à 1937 avec comme année de référence 1928
de 1938 à 1966 avec comme année de référence 1937
le taux de croissance annuel moyen calculé pour la période 1928-1966 est de 5,4%.

Les deux chiffres obtenus sont bien inférieurs aux prétentions officielles de l'URSS qui donne 9,2% de croissance annuelle du revenu national (une quantité apparentée à mais différente du PNB). La différence entre cette valeur officielle et leur estimation est, selon les auteurs "due à des causes diverses". Comme ils ne donnent aucune indication sur ces causes, le lecteur peut les imaginer à sa guise.

Toutefois les chiffres obtenus sont très supérieurs aux chiffres de croissance des E.U. qui pendant les mêmes 38 années n'ont progressé que de 3,3% par an. (il faut néanmoins noter que cette croissance se fait aux E.U. sur un volume de production beaucoup plus grand et qu'en masse de produits les E.U. restent très lar-

gement en tête.) Même après 1958 où la Russie accuse un ralentissement de sa croissance, son taux de 6.1% reste bien supérieur à celui des E.U., qui sortent alors de leur récession, et dont le taux est de 4.8%. Pour trouver de telles valeurs du taux d'expansion dans les pays capitalistes libéraux, il faut remonter aux guerres et aux lendemains de crises (qualifiés "d'épisodes" par les auteurs) ou en ce qui concerne les périodes "normales", à 1870-1880 pour les E.U., 1860-1870 pour l'Australie, 1920-1930 pour le Japon, les trois pays où ce taux a été le plus élevé mais où il n'a quand même pas dépassé 5.5%. Les auteurs ne font pas remarquer que dans ces trois cas il s'agit de périodes d'accumulation primitive du capital et de construction de la société industrielle. Une remarque similaire s'applique aux guerres, aux lendemains de crises et autres "épisodes" où il s'agit de reconstruction ou d'emploi à fond de l'économie.

Cette croissance importante est donc très remarquable, mais ce qui l'est plus encore c'est sa constance dans le temps: la croissance du PNB russe est vraiment exponentielle, comme le montrent les nombreux graphiques donnés par les auteurs.

Ceux-ci font allusion en passant à la seconde guerre mondiale et à l'effet désastreux qu'elle aurait eu sur l'économie russe, par suite de l'occupation de toute l'Ukraine et des nombreuses destructions sur l'ensemble du territoire. Cependant les courbes qu'ils publient manquent à convaincre sur ce point. En effet, les chutes du PNB se produisent, selon leurs courbes, de 1940 à 1942 environ, c'est-à-dire à une époque où la Russie n'était pas encore effectivement en guerre avec l'Allemagne. Si l'on écarte la possibilité d'une erreur matérielle dans la reproduction des courbes (ce qui est légitime car des accidents similaires se produisent pour les mêmes périodes sur les autres courbes publiées), il semble que la chute soit essentiellement due aux préparatifs militaires des Russes, une bonne partie de la production ayant été affectée à l'armement et ayant disparu des statistiques. En tout cas la chute de PNB constatée pendant cette période correspond à une croissance sans précédent des forces armées. De 1942 à 1944 le taux de croissance reprend sa valeur initiale de 6.2% par an, mais en 1944 il tombe à zéro et reste à cette valeur jusqu'en 1946, où il reprend sa valeur constante de 6.2%. Les années 1944-1946 ont donc subi les contre-coups de la guerre; il est remarquable que ceux-ci se soient traduits par une stabilisation du PNB et non par sa chute comme en 1940-1942. La remontée rapide en 1946 s'explique probablement par le démontage des usines en Allemagne et dans les pays de l'Est et leur importation en Russie.

Après avoir établi tous ces résultats, les auteurs ne peuvent échapper à la question: comment les Russes ont-ils pu réaliser tout cela?

Poser cette question, c'est immédiatement en donner la réponse: A une croissance sans précédent correspond une exploitation sans précédent. Les auteurs américains sont tout à fait conscients de ce fait même s'ils l'énoncent dans le langage académique. Pour cela ils considèrent les facteurs dominants de la croissance de l'économie:

- a) accroissement des forces productives en capital, main d'oeuvre et richesses naturelles.
- b) progrès de la technologie.

Ce sont les facteurs qui sont utilisés par tous les statisticiens pour l'étude de n'importe quelle économie capitaliste, et il est significatif de voir le capital apparaître parmi ces facteurs. (Les auteurs n'éprouvent pas le besoin de faire des distinguos casuistiques entre capital capitaliste et capital socialiste. D'ailleurs le mot communiste ou le mot socialiste n'est jamais utilisé pour qualifier l'économie russe.)

Il est difficile de se faire une idée directe de la modification de la technologie en Russie, mais par comparaison entre le PNB et l'accroissement des ressources, on peut s'en faire une idée.

La quantité de travail humain employé a cru de 2.2% par an, soit le double de l'accroissement de la population (accroissement qui reste faible par suite de la baisse de natalité d'une part, de la famine de 1930 et de la saignée de la guerre, d'autre part.) La population laborieuse a cru par suite de la résorption du chômage

dans les villes et de la diminution du sous emploi chronique dans les campagnes, par suite d'une augmentation du pourcentage de la population active, due notamment à l'emploi systématique de la main d'oeuvre féminine, plus particulièrement dans les travaux pénibles et peu rentables. Il y a eu de plus une amélioration indéniable de la qualité du travail grâce à la formation professionnelle des paysans et à un gros effort de scolarisation. Si l'on tient compte de tous ces facteurs on peut estimer que la quantité de travail effective augmente de 2.8% par an. Ce chiffre très élevé prouve un taux d'exploitation particulièrement élevé. Il faut noter que le processus d'augmentation de la quantité de travail humain est loin d'être achevé, puisqu'en 1966, le tiers de la population était encore utilisée dans les travaux agricoles, contre 5% aux E.U. (10% en France). L'exode des campagnes se poursuit.

Si on examine maintenant le capital fixe (ce sont les termes employés par les auteurs), qui comprend l'équipement, l'habitat, les constructions non résidentielles et les stocks, on trouve le résultat le plus caractéristique de toute la croissance de l'URSS. Pendant la période de 38 ans considérée, le taux annuel a été de 6.5%. C'est le taux d'accumulation du capital le plus formidable qui ait jamais été enregistré. De plus, l'investissement brut, mesuré en termes de 1937, représente une part de plus en plus grande du PNB; 8% en 1928, 21% en 1937, légère chute pendant la guerre, remontée à 31% en 1958, valeur à laquelle il s'est stabilisé. Comme le soulignent les auteurs, le taux d'accumulation a été phénoménal: le capital fixe du pays a quadruplé de 1950 à 1966. La croissance du pourcentage de l'accumulation fixé par rapport au PNB prouve qu'une part sans cesse croissante de la production va à l'accumulation du capital et non à la consommation des travailleurs ou en d'autres termes, que le taux d'exploitation est en progression. Si l'on pouvait encore se faire des illusions sur le caractère capitaliste de la Russie, elles seraient dissipées en constatant que dans ce pays ce pourcentage a cru de manière énorme.

Donc, toute cette croissance est liée à une exploitation accrue du travail humain. Le même phénomène existe en Occident, mais il est masqué aux yeux de beaucoup par le fait qu'il s'est accompagné d'une augmentation continue du niveau de vie de la population laborieuse surtout depuis la guerre. En Russie, il est beaucoup plus flagrant parce que cet énorme taux de croissance a été obtenu encore plus au dépens de la consommation individuelle. Les statistiques indiquent sans doute que la consommation individuelle a crû pendant les 38 années considérées; mais cette croissance est essentiellement due à la résorption du chômage, elle-même gouvernée directement par les nécessités de l'accumulation du capital. Le nombre de personnes vivant sur un seul salaire a diminué de manière importante. Un autre phénomène qui a joué un rôle important dans cette augmentation du niveau de vie, a été l'exode rural, fournissant des travailleurs à bon marché à l'industrie, les paysans fuyant une situation devenue intolérable dans le village natal. Ce phénomène n'est pas spécifique de la Russie, il a existé dans tous les pays capitalistes (par exemple en Angleterre au 19^e siècle, où il a pris une ampleur qui, toute proportion gardée, n'est pas sans rappeler la Russie de la dékoulakisation), il existe encore de nos jours en France et ailleurs où le Capital moderne, adapte la condition paysanne au capitalisme concentré.

Il est donc difficile de juger la Russie sur le revenu per capita mieux vaut, pour évaluer l'exploitation, s'intéresser à l'évolution des salaires individuels réels. Les travailleurs des villes ont vu leurs salaires baisser après 1928 et ne revenir à leur niveau initial qu'en 1958. Ce n'est que très récemment que le niveau de vie a dépassé ce niveau, mais les auteurs ne donnent aucun chiffre pour la période 1958-1966. Il faut noter également que les salaires de 1928 étaient inférieurs à ceux de 1913. Cependant les auteurs n'indiquent pas si leurs estimations des salaires tiennent compte des avantages en nature (bas loyers, sécurité sociale, système de retraite, transports bon marché, développement de l'enseignement et des services de santé, etc..) qui jouent un rôle important dans la vie quotidienne des Russes... et dans la hiérarchisation des revenus (datchas, logements et voitures de fonction, etc..). Quoi qu'il en soit il aura fallu cinquante ans pour que le salaire en argent soit de la valeur équivalente à ce qu'il était avant la révolution; mais il faut bien se souvenir que ceci s'est accompagné d'une transformation en profondeur du pays, de la transformation de paysans

en ouvriers (et la condition d'un ouvrier en 1968 est sans commune mesure avec celle d'un paysan de 1913 exposé à la famine, aux inondations, aux épidémies, etc..), bref du passage d'un pays moyen-âgeux, à un pays capitaliste industriel moderne.

Le dernier facteur à considérer pour caractériser le développement russe est celui des ressources naturelles. L'exploitation des ressources en charbon, bois, fer, pétrole, etc.. a augmenté de manière importante mais on est dans l'incapacité d'en donner une estimation convenable. On ne connaît avec précision que l'accroissement des terres cultivables, soit 1.6% par an. Il faut cependant noter qu'une bonne partie de cet accroissement ne provient pas des terres vierges chères à Khroutchev, mais des annexions de territoires faites avant la guerre et après la guerre.

Les auteurs cherchent ensuite à évaluer la contribution relative des facteurs énoncés ci-dessus: quantité de travail utilisé, augmentation du capital fixe, exploitation accrue des ressources naturelles. Cette évaluation est rendue difficile parce qu'on ne connaît pas l'intérêt du capital " qui ne figure dans aucune statistique russe". Les auteurs font alors deux estimations, l'une avec 8%, l'autre avec 20% d'intérêt annuel. L'augmentation correspondante de la productivité varie alors de 0.3 à 3.1% par an. (aux E.U. pendant la même période on l'estime entre 1.5 et 2.5% par an). Cependant les auteurs, au vu des résultats actuels de la production russe, penchent plutôt pour 0.3% que pour 3%. Ceci ne surprendra pas quiconque s'est rendu en Russie, même récemment. (Voir par exemple I.C.O. N° 54- Novembre 1966).

Enfin, pour terminer, les auteurs se demandent pourquoi il est si difficile à un pays arriéré d'adopter les techniques des pays avancés. Ils laissent cette question sans réponse, et sont tout surpris qu'une économie aussi peu efficace ait pu avoir un taux d'expansion aussi élevé.

oooooooo

UNE GREVE

GREVE DE QUATRE SEMAINES DE 80 EMPLOYES de l'URBAINE-SEINE (Assurances accidents)

Cette grève n'est pas à proprement parler une grève sauvage, mais elle contient à notre avis, toutes les caractéristiques des grèves parties de la base, qui peuvent se dérouler en France actuellement (voir l'article d'ICO N° 79, mars 69- p.14 "Organisations et mouvements ouvriers"). Apparemment, cette grève a été soutenue, une fois engagée, par la CFDT, FO et la CFTC, et elle a rencontré l'opposition ouverte de la CGT. Pour une part, l'action d'éléments "gauchistes" et la démagogie de la CFDT ont joué un rôle dans le déclenchement de la grève. Mais sa durée même: 4 semaines, du 18 mars au 11 avril, sans aucune diffusion dans une entreprise d'assurances, fait que l'on peut rapprocher ce mouvement des grèves qui ont eu lieu chez Renault au Mans, ou chez Peugeot, à Sochaux et dans nombre d'autres entreprises où l'on retrouve la même conjugaison de ces différents facteurs et les mêmes caractéristiques. C'est pourquoi il nous a paru intéressant de relater en détails les circonstances de cette lutte que nous avons connue de près.

L'Urbaine-Seine appartient au premier groupe d'assurances nationalisées de France, l'U A P (Union des Assurances de Paris) formé début par la fusion des sociétés des groupes Union, Urbaine et Séquanaise. Les problèmes résultant de cette concentration sont identiques à ceux évoqués à propos des Assurances Générales de France aux grands groupes d'assurances nationalisées, dans les Nos 79 et 80 d'ICO mars et avril 1969; ils sont liés à une automation et une rationalisation poussées, et l'ensemble bouleverse considérablement les structures, les méthodes de travail et les qualifications.

Les services touchés par cette grève, service accidents-voitures Paris (A.V.P.) sont relativement bien payés car ils effectuent un travail qualifié, lequel jusqu'à présent, avait conservé des méthodes traditionnelles de travail (étude dossier par dossier) mais dans lequel précisément, la rationalisation, liée à l'automatisation entraîne une disqualification du travail, et conséquemment un changement considérable de rythme de travail. D'autre part, la fusion des sociétés et le regroupement des services modifient sensiblement l'atmosphère de travail des petits bureaux, fondus dans des unités beaucoup plus grandes, en quelque sorte dépersonnalisés.

Un autre point qui doit être précisé est l'activité dans cette entreprise de militants appartenant à Lutte Ouvrière, lesquels, oppositionnels dans la CGT, s'en sont trouvés plus ou moins exclus, et ont constitué alors une section F.O. qu'ils dominent puisque celle-ci était inexistante antérieurement. La présence de ces militants dans les services en grève permet de penser qu'ils ont joué un rôle non négligeable et non seulement, dans le déclenchement de la grève, en polarisant un mécontentement mais également dans le déroulement de celle-ci, par une certaine orientation qui ne correspondait pas nécessairement à ce que pouvaient souhaiter les travailleurs en lutte.

Cette action de "militants révolutionnaires" a pu trouver un terrain du côté des organisations syndicales lors de la grève du 11 mars en raison des positions démagogiques de la CFDT: celle-ci en effet, plus ou moins suivie par FO, actuellement le compagnon de route de cette centrale, proposait le 11 mars de continuer la lutte dans les entreprises. Cette situation prenait un tour particulier dans certaines compagnies d'assurances nationalisées où ces deux syndicats pouvaient tailler des croupières à la CGT, en vue du partage des places dans les grands groupes nationalisés en pleine transformation. Ces circonstances constituaient un facteur positif dans la mesure où elles encourageaient le développement des luttes, mais un facteur négatif dans la mesure où l'exclusion par certains syndicats et leur compétition en cette occasion, pouvaient faire croire aux autres travailleurs que cette lutte était comme beaucoup de grèves déclenchée par des syndicats dans leur propre intérêt.

Le lundi 17 mars, 6 employés du bureau guichets-règlements du service AVP présentent leurs revendications au chef de service. Ces revendications concernent principalement la disparité des salaires à qualification égale: ils réclament pour tous des salaires égaux. Le chef de service met à la porte de son bureau l'employé délégué par les guichetiers pour discuter de ces problèmes. Les 6 employés se répandent alors dans les autres bureaux du même service rédaction-sinistres autos et règlements, et l'ensemble de ces bureaux décide, à l'unanimité, la grève illimitée, jusqu'à satisfaction complète, dès le mardi matin 18 mars. Aux revendications d'uniformisation de salaires s'ajoutent celles d'un salaire minimum d'embauche de 800 Frs, d'une classification hors catégorie 3^e échelon, de paiement des jours de grève, d'augmentation des effectifs d'indemnisation en cas de surcroît de travail (bilan et vacances) et d'une consultation des employés pour toutes modifications de structures à l'intérieur du service. Aucune réponse à ces revendications n'ayant été faite le mardi, la grève devient effective pour 35 employés.

Déjà l'étiquette syndicale apparaît. Le premier tract faisant état de la grève, établi le 18 mars, est signé CFDT-FO-CFTC. Comme première revendication figure une augmentation générale de 100 Frs et il est demandé l'appui des autres employés concernés par cette revendication. Il est difficile de dire si cette signature syndicale était la volonté réelle des employés engagés dans cette lutte ou si elle était celle des militants adhérents tant à FO qu'à la CFDT; mais ce qui apparaît rapidement c'est, en raison d'une part de l'hostilité de la CGT et d'autre part des positions de la CFDT, la rivalité inter-syndicale qui va se greffer autour de cette lutte.

Pourtant la position des employés en grève apparaît particulièrement précise quant au désir de garder en mains leur lutte. La grève s'est étendue dans la semaine à deux autres bureaux, de sorte que le 21 mars 80 employés sont concernés; mais elle ne s'étendra pas chez les 1200 autres employés de cette société. Un comité de grève a été désigné composé de deux ou trois représentants des grévistes par bureau, ces délégués étant chargés des discussions avec la direction, mais pratiquement l'ensemble des grévistes siègent dans la salle du comité d'entreprise, pratiquant en raison de leur

nombre, une sorte de démagogie directe. Il n'y a pas d'occupation des bureaux, les cadres pouvant donc manoeuvrer librement. Au cours de cette première semaine de grève, l'atmosphère est telle dans l'entreprise que la direction n'a pu empêcher les grévistes d'établir un panneau à l'entrée principale, sur lequel le comité de grève affiche tous ses communiqués.

Dès cette première semaine de grève, la CGT prend position contre la grève et mène une campagne acharnée dans l'entreprise pour empêcher l'extension de la grève, et pour décourager les grévistes. Cette position est définie dans un tract diffusé dans tous les bureaux de l'Urbaine IARD : "... Le mouvement des AVP a été décidé sans même que les organisations syndicales soient réunies en commun (tout au moins avec la CGT) pour en examiner les modalités, éventuellement ses conséquences pour les employés concernés. Aujourd'hui comme hier, pour la CGT, la grève est une chose extrêmement sérieuse... Aussi avant de conduire une trentaine de personnes sur I287 dans une grève illimitée, n'y avait-il donc pas lieu au préalable, d'en peser toutes les conséquences? D'examiner comment les discussions allaient être menées en commun avec la direction de l'UAP, d'étudier la tactique pour mener à bons termes cette lutte pour obtenir le plus possible, en exposant le moins possible les intéressés. D'autre part, même si les méthodes de commandement autoritaire du chef de division des AVP sont réelles, nous ne pouvons cependant approuver la déclaration publique du représentant de la CFTC maintenue qui prétend que ce cadre est seul responsable de la grève..."

Au cours d'un meeting, où les responsables syndicaux CFTC-CFDT et FO prennent position pour la grève, le représentant de la CGT est par contre copieusement hué et c'est l'intervention des délégués du comité de grève qui seuls calment les employés pour permettre à ce dernier de parler.

La direction refuse de discuter avec les délégués du comité de grève et dans une note de service, informe que seuls les délégués du personnel sont qualifiés pour présenter des revendications des employés: " la direction ne peut admettre que à propos de chaque revendication, les élus réguliers du personnel soient désaisis de leurs fonctions légales au profit de petits comités de grève improvisés... Ce serait introduire le désordre dans l'exercice des droits syndicaux tels qu'ils ont été établis par la loi ". Si les syndicats autres que la CGT, soutiennent la grève dans l'entreprise, ils ne font par contre rien pour qu'elle soit connue à l'extérieur de l'entreprise, y compris dans le groupe même de l'UAP. Alors qu'un responsable national CFDT membre des Assurances Générales de France, prend la parole au cours de l'assemblée des employés, dans la première semaine de grève, il faut attendre le milieu de la semaine suivante pour que la grève soit évoquée dans ce dernier groupe. Il apparaît, que, comme nous le soulignons ci-dessus, les centrales syndicales CFDT-FO et CFTC, ont un intérêt direct à paraître soutenir la grève: c'est la proximité d'élections de délégués du personnel qui se dérouleront à la fin de la 2ème semaine de grève; la CFDT en particulier doublera le nombre de ses voix au cours de ces élections aux dépens de la CGT. La position de la direction quant à son refus de discuter avec le comité de grève ne peut que renforcer les syndicats. Pour la CGT s'est bien évident puisque cette centrale s'est déclarée hostile à cette lutte; dans un tract émanant du syndicat national des employés d'assurances, elle informe " qu'elle n'a pas pris position contre les grévistes, mais contre les formes de cette action de base qui dénie le rôle dirigeant des organisations syndicales". Pour les autres centrales, leur habileté tactique fait que tout en soutenant les grévistes dans le cadre limité de l'Urbaine, elles sont sur les mêmes positions que la CGT: les tendances autonomes de cette lutte vont tout autant à l'encontre de la représentativité des syndicats et leur emprise sur la grève si elle n'a pas d'effets directs sur le plan de l'entreprise se traduit sur un plan général par le même isolement de la lutte que celui qui résulte de l'attitude même de la CGT.

Dans la discussion avec des employés en grève, il apparaissait nettement que deux courants s'opposaient: l'un pour une extension de la grève introduisant des mots d'ordre généraux et se propageant à travers les organisations syndicales non cégétistes tant dans l'entreprise que vers les autres entreprises, l'autre tendance cherchant au contraire à maintenir la lutte sur le plan particulier des bureaux en grève

Ce dernier courant exprimait beaucoup plus nettement l'autonomie de la lutte même s'il pouvait paraître prendre un tour catégoriel; c'est d'ailleurs sur ce point que les critiques de la CGT se faisaient particulièrement vives. Le mouvement en lui-même tel qu'il était défini par les employés en grève, n'était absolument pas anti-syndical; il est devenu anti-cégétiste parce que la CGT prenait position contre et il est vraisemblable que l'expérience de ces employés après quatre semaines de grève, à l'égard des autres syndicats, a dû leur faire prendre conscience du rôle réel qu'avaient pu jouer dans leur grève ceux là même qui prétendaient les soutenir.

Des contacts avaient été pris, au cours de la deuxième semaine de grève entre des employés du groupe A.G.F. et le comité de grève de l'Urbaine; il lui avait été proposé de diffuser dans les grosses entreprises d'assurances un tract qui aurait été rédigé et signé par les employés en grève, informant les autres travailleurs de l'assurance de cette lutte et de son contenu, et laissant ouvert le problème de la solidarité. En raison du problème que cette diffusion posait à l'égard des syndicats qui se trouvaient court-circuités dans leur "rôle" vis à vis de l'ensemble des travailleurs de l'assurance, les responsables du comité de grève éludèrent finalement cette proposition. Le seul tract qui fut diffusé sous la signature du comité de grève fut distribué le lundi 24 mars dans les entreprises appartenant au groupe de l'UAP. Ce tract très succinct n'expliquait pas le contenu de la grève ni la position de la CGT; cependant il marquait quand même une étape dans une tentative d'un comité de grève de toucher directement des travailleurs hors de leur entreprise, sans passer par le canal des syndicats.

En ce qui concerne les autres entreprises d'assurances, il fallut attendre jusqu'au 26 mars (la grève était effective depuis le 18) pour que la seule CFDT distribue un appel à la solidarité et organise tant bien que mal, seule ou avec les autres syndicats, des collectes pour tenter de récupérer une partie des salaires qui, dès la paye de mars, était retenue aux grévistes, lesquels ne touchèrent ainsi, fin mars, que l'équivalent d'un demi mois. Mais cette solidarité, mal organisée, et exploitée par un syndicat, contrée par la CGT, ne rapportera finalement, au total, que 900.000 AF alors que les grévistes se voyaient retenir près de trois millions.

La veille de Pâques, un des bureaux, comprenant 23 employés, vota la reprise du travail pour le jeudi 3 avril, pour pouvoir bénéficier des quatre jours de fête (le vendredi saint étant chômé). Pourtant, au service AVP, 57 employés continuèrent la grève jusqu'au 11 avril et votèrent la reprise du travail après une réponse entièrement négative de la direction aux revendications qui avaient été déposées.

La reprise s'est effectuée dans une cohésion totale entre les employés concernés et ceux-ci paraissent décidés à ne pas se plier à toutes les règles de la discipline que l'on tente de leur appliquer pour résorber le retard. La direction a laissé entendre qu'elle accorderait une prime de rattrapage si le travail était résorbé dans un certain délai, prime qui pourrait compenser la perte des journées de grève; c'est ainsi que les employés du service ont finalement accepté de faire des heures supplémentaires. D'autre part, il est vraisemblable que la direction tentera à la faveur des réorganisation des services résultant de la fusion, de briser la cohésion du bureau en mutant notamment les éléments les plus actifs au cours de la grève.

Le syndicat CGT des employés et agents de maîtrise de l'assurance a cru devoir dans un tract diffusé le 9 avril dans l'ensemble des entreprises d'assurances, et intitulé "Agir" dénoncé dans des termes non équivoques cette forme de lutte dans laquelle elle voit à juste titre la négation même du syndicat: "Nous le disons clairement, les revendications les plus justes soient-elles, défendues par quelques dizaines d'employés en grève illimitée, isolés dans les entreprises de 1000 ou 2000 travailleurs n'ont aucune chance de faire céder le patronat. De telles actions menées par des minorités ne peuvent conduire qu'à l'aventure et en définitive au sacrifice inutile des travailleurs trompés, qui de bonne foi, ont joué le rôle de bouc émissaire en y participant".

Derrière cette condamnation, il y a la condamnation même de toutes grèves menées par des groupes de travailleurs et restant entièrement sous leur contrôle. Car c'est bien ainsi que se développent les grèves sauvages, se dégageant peu à peu

dans les formes

de l'emprise des syndicats; cela, que l'on observe plus/mêmes de la lutte que dans l'esprit des grévistes s'e prime d'abord à ce niveau avant d'apparaître sur un plan plus général. On peut s'interroger sur les raisons qui ont amené l'échec et l'isolement de cette grève; on ne trouve aucune raison déterminante si ce n'est le fait que la conscience des intéressés eux-mêmes et de l'ensemble des employés d'assurances n'est pas à la mesure de leur propre lutte; il apparaît finalement inévitable que de telles luttes puissent, dans le contexte actuel du mouvement ouvrier en France, être utilisées par les syndicats ou les groupuscules et qu'ainsi la lutte elle-même reste isolée, coincée entre les soutiens intéressés, les mauvaises orientations, et les oppositions farouches comme celles des dirigeants d'entreprise ou des dirigeants de la CGT. Mais c'est précisément de tout ce contexte et de luttes de ce genre, qui réussiront, ou qui échoueront le plus souvent, que la mentalité des travailleurs, leur conscience sinon eux, pourra évoluer en même temps que se précisera, parallèlement, le rapprochement des différentes centrales syndicales dans une même position hostile, et leur intégration plus étroite dans l'appareil dirigeant de l'entreprise et de l'état.

ooooooo

les étudiants et l'action

- de Chambéry-Savoie: pas grand chose, simplement les C.A.L. organisent quelque chose pour troubler les conseils de discipline. Les Comités d'Action d'Alberville viennent de faire une brochure avec tous les tracts distribués dans la région par les lycées. Ce qui est bien, c'est qu'aucun groupuscule existant n'est là pour les récupérer. Le comité d'action enseignants-normaliens fait pas mal de et d'agitation aussi. Nous avons eu des contacts avec des gars d'une grosse boîte de Chambéry, qui ont fait 18 grèves en 3 mois (sauvage malgré la CGT, des cartes déchirées, etc..).

- Grenoble: Rien en faculté; l'alliance des jeunes pour le socialisme (trotskiste) ou comité d'action bureaucratique qui institutionnalise le vide. Un bulletin dans le genre "Contacts" de Marseille va sortir.

- Bordeaux: depuis le 15 mars, c'est le calme plat ici. Dans le milieu étudiant que je cotoie le plus souvent, les groupuscules continuent à se tirer dans les pattes. Rien de bien sérieux. Les étudiants les plus radicaux sont partagés en trois groupes d'appartenance équivalente, chinois, trotskistes, inorganisés. Ce dernier en très grande partie, influencé par l'internationale situationniste et provenant de groupes anarchistes qui ont explosé après mai. C'est l'apathie générale. Les Les organisés ont repris leur petite pratique, les autres sont assez "paumés". Pendant l'hiver, un groupe intéressant formé de militants influencés à la fois par le marxisme et le léninisme s'était institué autour d'un ciné-club en vue d'explicitier d'une part la fonction du cinéma dans la société actuelle, et d'autre part aussi des débouchés sur une action. A la suite de plusieurs crises le groupe s'est scindé. Seul reste maintenant un petit noyau trop réduit pour avoir une action efficace. A part cela le seul groupe "efficace" est "Lutte Ouvrière" qui, bien qu'opérant en milieu ouvrier, recrute à peu près uniquement parmi les étudiants. Bien sûr vous connaissez leurs méthodes et leurs conceptions de l'organisation !! Je pense que peu de militants sont à la fois aussi spécialisés et aliénés par leur militantisme même. Je ne sais si on peut parler d'efficacité après cela.

- Faculté des Sciences de Paris: Un groupe a diffusé un texte qu'il a rédigé, intitulé "Comment nous continuerons le combat". Ce texte de six pages que nous ne pouvons reproduire ici est un essai d'analyse de l'échec du comité d'action et une tentative de définir un nouveau mode d'organisation et d'action. Il conviait à une réunion qui s'est tenue le 18 avril et a regroupé une centaine d'étudiants et

d'enseignants. Les points suivants ont été soulignés au cours du débat et doivent être discutés antérieurement de manière plus approfondie::

- Nécessité de se fixer des points d'intervention pour ne pas toujours être sur la défensive (ex: lutte contre la répression policière), mais attaquer le système de domination de manière offensive.

- Non limitation des possibilités d'action, par une ligne théorique préalable, l'analyse des conséquences d'une action devient alors un élément constructif dans l'élaboration théorique

- regroupement par thème d'intervention: chaque groupe mène parallèlement le travail de réflexion et fait les propositions d'action.

- L'essentiel des luttes à l'intérieur de la fac doit être la lutte "idéologique" et la démythification du rôle de la science mise à jour des liens entre science et société.

- Nécessité d'avoir au sein de ce groupe des discussions théoriques plus approfondies sans qu'elles constituent un lieu où l'on "pêche à la ligne" pour récupérer des militants dans sa propre chapelle.

- organiser des conférences-débats dans la faculté."

Le meeting que le PC avait organisé avant le référendum dans l'amphi 32, était destiné à provoquer des incidents: les staliniens avaient mobilisé les durs avec leur matériel en vue de l'affrontement. Avant la séance, les étudiants de l'UEC indiquaient au "service d'ordre" du PC, ceux qui devaient être éliminés. Il s'en suivit une mêlée générale qui fit plus de dégâts que tout ce qui s'était passé en mai. Le PC dut suspendre sa réunion.

L'année dernière en mai, les étudiants de la 1ère année du premier du premier cycle avaient décidé l'autodétermination pour le passage en seconde année. Il faut dire que ce passage ne donne droit à aucun titre universitaire. Un certain nombre d'enseignants avaient soutenu cette décision. Cependant, en premier cycle les étudiants reçoivent un enseignement pluridisciplinaire si bien que chaque secteur dépend de plusieurs professeurs. En septembre 68, il fut impossible d'obtenir l'accord des professeurs les plus réactionnaires et un examen eut lieu, qui fut d'ailleurs extrêmement facile (80% des étudiants passèrent en deuxième année au lieu de 50). Cette année, la même réclamation d'autodétermination des étudiants se fait jour. De nouveau, certains professeurs l'acceptent, mais d'autres la refusent. En particulier, dans une section de MP I, le professeur de mathématiques a fini par s'opposer à l'autodétermination après avoir pendant trois mois laissé se dérouler des discussions avec les étudiants en leur laissant entrevoir la possibilité d'un accord.

Les étudiants se sont mis en grève, mais s'ils n'assistent plus aux cours ils continuent d'assister aux travaux dirigés. Jusqu'à présent, ceci s'est déroulé dans le silence le plus total, les étudiants ont essayé de remuer les autres amphes mais sans succès.

Les profs de maths qui s'opposent à l'autodétermination rejettent la faute des troubles sur leurs collègues qualifiés de gauchistes et vont jusqu'à déclarer qu'ils acceptent l'autodétermination si M. Zanansky leur en donne l'autorisation.

En C 2, un des profs du mandarinat où certains professeurs enseignent depuis plus de 20 ans, la même chose, une révolution s'est produite. Une section de C 2 a chassé de l'amphi un professeur de mécanique dont la nullité était de notoriété publique, reconnue par tous ses collègues, mais qui sévit depuis 10 ans. Il s'en suivit tout un imbroglio de démarches et de tractations entre les étudiants, les professeurs le doyen Zanansky. Quelles que soient les limites et les ambiguïtés d'un tel mouvement il marque la première tentative des étudiants de cette faculté d'exercer un contrôle direct sur l'enseignement.

Plus de crédits à la Fac: à la fin de l'hiver, on réduisait le chauffage, pas de timbres pour expédier les lettres.. Faillite de l'Etat, ou rationnement délibéré.

pour les rencontres

- d'un camarade de Grasse:

L'existence de quelques groupes communistes de Conseil en province pose le problème des liaisons et des contacts en vue d'une "fédération de groupes autonomes de communistes de conseil" avec leur originalité propre, les uns plus culturels que politiques, les autres le contraire, d'autres encore plus "communistes", etc.. Les "Cahiers du communisme de conseil", la revue "Révolution Internationale" de Toulouse, le "Gauchisme" de Montereau, peuvent polariser cette naissance d'une fédération. Une certaine cohérence peut en sortir, comme il existe autour d'ICO, après 10 années de vie et de travail. Pour rassembler tant d'efforts éparpillés il faut fédérer sans tuer l'originalité et l'autonomie des groupes. Ce serait la tâche d'une rencontre nationale. Est-ce que cela se précise? On aurait des groupes genre ICO, et d'autres plus politiques, genre communistes de conseil. Je crois qu'il faudrait éviter le journal ou revue centrale, ou plutôt n'en faire qu'un organe d'informations et de discussions ordonnées.

- d'un camarade de Toulouse:

Cette rencontre nous permettra de discuter avec vous tous de la région parisienne, et d'autres régions, aussi d'échanger des points de vue, des projets, de parler de nos expériences, de nos tâtonnements, etc.. Cela ne peut que nous faire du bien car nous nous sentons bigrement isolés. Et puis nous en avons marre des congrès genre Carrare, des conférences syndicales où les ténors déconnent à qui mieux mieux sur l'avenir de la Charte d'Amiens. Le problème qui nous intéresse le plus est bien celui de l'orientation d'ICO et le nôtre bien entendu.

- d'un autre camarade de Toulouse (du groupe "Révolution Internationale").

Vu la situation actuelle de nouveaux mouvements révolutionnaires qui dépasseront mai, il nous semble que le sujet de discussion le plus urgent est certainement celui de la nécessité d'une coordination des courants révolutionnaires "à gauche du trotskysme".

- réponse d'un camarade de Paris à cette dernière lettre:

il serait nécessaire que vous précisiez ce que vous concevez comme "nécessité d'une coordination des courants révolutionnaires à gauche du trotskysme". Ne dissimulons pas qu'il y a certainement des divergences entre les conceptions de la majorité des camarades d'ICO et celles du groupe "révolution internationale" et que le fonctionnement même d'ICO doit aussi différer sensiblement de celui de votre groupe. Mais nous n'estimons nullement que ces divergences, pourvu qu'elles soient nettement précisées et qu'elles ne procèdent pas d'un monolitisme de pensée, soient un obstacle à une coordination de nos activités respectives et à un travail commun, soit discussions soit publications.

Il est certain que le sujet des discussions proposées amènera inévitablement des débats sur des problèmes fondamentaux; c'est pourquoi nous pensons que, préalablement à la réunion, des textes aussi brefs et aussi clairs que possible, puissent être échangés et diffusés (dans ICO ou de toute autre manière).

- réponse du groupe "révolution internationale" à cette dernière lettre:

... Quant à ce que nous entendons par "la nécessité de coordination des courants se situant à la gauche du trotskysme" nous voulons parler des différents groupes existant en France se définissant par une ligne d'opposition à l'Internationale communiste, aux conceptions léninistes-trotskistes et se réclamant de l'idée des conseils.

La plupart de ces groupes en France vivent en s'ignorant les uns les autres, non seulement sur le plan de l'action (en mai 68 il n'était même pas possible d'avoir un tract d'un autre groupe) mais aussi sur le plan des idées, de la discussion théorique. Chacun tire sa petite publication de son côté, sans se soucier pour autant de discuter ouvertement de groupe à groupe, par des publications ou par des rencontres, sur leur contenu.

Dans les périodes précédentes de recul et apathie, un tel phénomène était normal. Mais dans la période actuelle de remontée des luttes à l'échelle mondiale, prélude certain d'une nouvelle vague révolutionnaire, elle devient une aberration, un poids du passé dont il faut se débarrasser au plus vite.

Comme cela se produit à chaque fois que de telles vagues ont ébranlé le monde, nous devons connaître maintenant un processus de regroupement général des révolutionnaires pour agir et faire connaître leurs idées à l'échelle nécessaire.

Nous savons que ce processus n'est ni immédiat ni total et qu'il ne pourra aboutir qu'à travers la confrontation théorique et la discussion ouverte des différentes positions.

Le problème même de l'organisation des révolutionnaires reste le plus épineux, mais aussi le plus urgent.

C'est pourquoi nous pensons que le premier problème auquel on doit s'attaquer pendant la rencontre, doit être:

- 1) celui de l'organisation des révolutionnaires en général,
- 2) celui de la coordination des groupes en France.

De notre part, nous pensons nous mettre à la préparation, au plus vite d'un texte exprimant notre position dans le cadre de l'échange de documents que vous proposez en vue de la rencontre.

- d'un camarade de Grasse: J'ai l'impression qu'à la conférence nationale la fausse question de l'activisme risque de prendre trop d'importance. Elle a pourtant été résolue dans la déclaration qui figure en dernière page d'ICO. "chaque camarade à titre de travailleur fait ce qu'il pense devoir et pouvoir faire dans sa tâche... et autour de lui". Je résume ou traduit à ma façon. Mais c'est cela l'essentiel. Suivant son tempérament, ses possibilités de communiquer, chacun fait à sa manière. C'est à la fois respecter et encourager la spontanéité, le sens des responsabilités qui existe chez tout un chacun. Ce qui est vrai pour la classe, l'est à fortiori pour les individus qui la composent. Et chacun doit pouvoir compter sur l'aide au moins matérielle de "l'organisation" sans que celle-ci freine ostensiblement un activisme parfois simplement juvénile. Je le constate une fois de plus avec les jeunes, ils trouvent vite par eux-mêmes les limites de l'activisme. Mais je préfère cent fois cet activisme au septicisme stérile et finalement théorisé, car on théorise toujours - les arguments ne manquent jamais -, son comportement, quelles qu'en soient les raisons. Quand on travaille dans une grande ou petite tâche, dans les autres moments de la vie: le temps des transports, des loisirs, le voisinage, on communique, donc on "milite" même si le mot est déplaisant. On fait de la "propagande", même si le mot demande à être explicité. L'homme est un animal social: dans la famille, dans le train, à la boîte, on exprime ses opinions, donc on "milite". On est déterminant dans la mesure où l'on est un des composants du milieu en regard d'autrui. On l'est plus ou moins s'il s'agit d'un noyau restreint comme la famille ou plus élargi comme le bureau ou la tâche. Je ne vois pas pourquoi on se chatouillerait en fonction des principes: que les ouvriers doivent se déterminer eux-mêmes, etc... c'est artificiellement se séparer de la classe (abstraite) et ne pas jouer son rôle de membre de cette classe, de tout groupe humain auquel nous appartenons. Ne commençons pas par étouffer la spontanéité de nos camarades... pour préserver celle d'une abstraction car le "prolétariat" c'est une abstraction. L'essentiel - et c'est écrit dans la déclaration d'ICO - chacun de nous n'intervient pas au nom d'une organisation, ce qui ne veut pas dire non plus qu'on doit cacher notre appartenance à ICO ou tel groupe communiste de conseils. Cette conférence nationale de groupes doit, grâce au principe fédératif, préserver l'originalité et la spontanéité des différents groupes et des individus au sein de ce groupe. Coordonner, dans une certaine mesure centraliser les efforts peut s'accorder avec la plus grande liberté des groupes et individus, dans les limites des grandes options définies par ICO.

LA DIFFERENCE

Le texte ci-dessous répond à deux ordres de préoccupations. Le premier relativement personnel, concerne implicitement les raisons de mon absence aux réunions d'ICO depuis un certain temps. Le second se rattache à la critique de positions maintes fois exprimées dans ICO, notamment dans l'article "Organisations et mouvement ouvrier" paru dans le dernier numéro, celui d'avril.

Cette conception comprend en gros deux volets. Selon l'un, la "classe" intellectuelle, désireuse de soumettre les luttes ouvrières à sa volonté de pouvoir, diffuse des idées adaptées à cette fin et cherche à organiser l'agitation sur cette base. Selon l'autre, les travailleurs en lutte secrètent naturellement et tous ensemble "leur" théorie, tout ce qui, sur le plan de la conscience (mot toujours placé entre guillemets) a été conçu en dehors du "domaine de la production" ne peut avoir que des effets néfastes. On notera que cette conception voit dans tout processus de prise de conscience essentiellement un "reflet de l'évolution" (p.15). Tout en laissant de côté, vu le manque de place, cet aspect fondamental, j'essaierai de faire ressortir la différence entre les deux formes historiques du mouvement ouvrier et entre les deux formes de conscience qui vont avec.

Suivant l'auteur de l'article, les Journées de Mai 68 ont vu se manifester deux courants de sens opposés: l'un composé des "travailleurs de la base" poursuivant une "lutte d'intérêts contre tous les exploités"; l'autre, réunissant des militants des syndicats et groupuscules, à propos de qui il est dit:

" On doit se poser la question si, à travers la grève, on n'assistait pas à la genèse d'une nouvelle classe prenant conscience de son rôle, de ses possibilités d'action. On doit d'ailleurs se poser la même question relativement au mouvement étudiant qui fut l'amorce du mouvement dans les entreprises ". (p.12)

Les syndicats traditionnels étant de moins en moins adaptés à l'évolution récente des entreprises capitalistes, cette "nouvelle classe" se présenterait comme une "solution de rechange". Il est un peu gênant de voir poser des questions pareilles sans les appuyer sur une analyse sérieuse, dans les termes comme dans le fond.

De tout temps, le mouvement ouvrier traditionnel, même le plus réformiste, a compris dans ses rangs une aile marchante. Le fait, sans dater de mai dernier, loin de là! ne prête pas à discussion. En effet, la tactique visant à "redresser" les vieilles organisations, constituée un produit naturel tant de la forme-syndicats que de la forme-parti, lesquelles, nées dans une période dépassée, sont toujours plus ou moins en retard, au cours des phases critiques, sur l'évolution de la société globale. Mais cela autorise-t-il à confondre cette aile marchante, ce sous-produit d'une inadéquation du vieux mouvement à la réalité présente, avec une classe ayant des visées historiques autonomes? Et peut-on véritablement tenir pour une critique matérialiste le procédé démagogique bien connu consistant uniquement à traiter d'arrivistes les groupes et les individus dont on juge les attitudes nocives? Loin de là, c'est la forme d'organisation à laquelle ils se rattachent, et les conséquences de cette forme, qu'il faut essentiellement chercher à mettre en relief.

En réalité, derrière ce type de raisonnement, il y a l'idée que la "bureaucratie", les "intellectuels" (concepts extrêmement vagues malgré les apparences) constituent une nouvelle classe en lutte contre la bourgeoisie et utilisant les travailleurs comme une masse de manoeuvres amorphe. C'est l'idée de gens comme Chomsky ou Touraine, celle aussi naguère de Socialisme ou Barbarie. Il est impossible de la discuter en quelques lignes. Je me contenterai donc de souligner que la dévalorisation de la fonction intellectuelle, sans être encore vraiment inscrite dans les faits, est une certitude pour l'avenir. Qu'il y ait dans le mouvement étudiant des tendances à "redresser" les anciennes organisations pour obtenir des réformes radicales, c'est incontestable. Toutefois, le milieu étudiant constitue un milieu par définition socialement instable, divisé à l'extrême, et nullement une classe. Et

surtout il ne suffit pas de se bagarrer dans la rue pour arracher des réformes qu'une société hautement structurée n'est pas du tout disposée à consentir.

Lorsqu'une analyse a pour but de servir l'action autonome en général, elle ne doit pas tendre sous prétexte d'hyperlucidité, à soupeser des situations comme si leur solution (l'acceptation ou le rejet d'une alliance entre deux courants sociaux, par exemple) dépendait du critique et de son groupe. Au contraire, son objectif est de mettre en lumière les côtés éventuellement positifs de l'action. Or, l'aspect le plus important des Journées de mai dernier, c'est précisément l'union des travailleurs "manuels" et des travailleurs "intellectuels" qui s'est esquissée à cette occasion, union certes ambiguë (des deux côtés) éphémère et aux perspectives encore obscures (s'il est déjà évident qu'elles déplaisent souverainement à tous les exploités). Mais une transformation véritable de la condition humaine est-elle concevable en l'absence d'une union de ce genre? L'acquis essentiel de mai, selon moi, c'est cette promesse. Rien n'est plus facile que d'en relever la précarité, mais en ce cas, on ne peut pas se borner à dire: "on doit se poser la question"; il faut expliquer comment la catégorie des "manuels" peut se passer de l'autre. Et le racisme anti-intellectuel traditionnel du mouvement ouvrier n'offre aucune réponse digne d'être retenue. Aussi bien, une nouvelle classe n'arrive au pouvoir que si, d'une part, l'ancienne classe dominante capitule dans une assez large mesure (perspective à peu près exclue aujourd'hui) et surtout que si les travailleurs se révèlent incapables de prendre conscience de leurs fins propres et de lutter avec acharnement pour les faire triompher.

L'action dans l'entreprise.

Suivant l'auteur de l'article:

" le choix n'est pas pour les travailleurs entre la meilleure organisation qui s'offre de les "défendre", mais entre leur propre organisation et pas d'organisation du tout si celle-ci ne peut exister ".

C'est là simplifier outrageusement les choses. En effet, la vie sociale en général, est impossible sans organisation. Les travailleurs sont donc organisés de toute façon: par leurs conditions de travail, sur la base de l'entreprise; par leurs conditions d'existence, sur la base de la nation. Certes, l'adhésion à la forme d'organisation des exploités, au travail, est généralement passive mais, sur ce plan, en tout cas il n'y a pas de choix. Et tant que les conditions de l'harmonie sociale se maintiennent, la forme syndicats-parti apparaît, à tort ou à raison, comme une forme d'organisation adaptée à la résistance aux pressions patronales. En temps ordinaire, l'opposition n'est possible qu'en pensée, s'il reste vrai qu'elle peut parfois préluder à une rupture réellement pratique, et qu'elle constitue la condition première de cette rupture aux heures de crise.

Or, l'opposition en pensée prend de multiples aspects, des aspects traditionnels ou encore des aspects subversifs. Elle est le fait plus particulièrement de ceux que les patrons appellent les "mencurs"- comme le dit l'article. Ces mencurs sur le plan de l'entreprise, on pourrait aussi les appeler des "délégués". Pas toujours des délégués élus dans les règles, s'il arrive souvent qu'ils appartiennent à des formes de représentation officielles (syndicats). Ces hommes, personne ne les a invités à lancer des initiatives, à prendre des responsabilités: ils réagissent à un ordre des choses qui leur paraît intolérable. Dans des conditions données, leurs camarades de travail partagent leur "opposition en pensée", se reconnaissent en eux, totalement ou partiellement, les dépassant parfois dans la lutte, n'allant d'autres fois qu'à mi-chemin. Cela ne signifie nullement que les travailleurs utilisent ces délégués "comme des ronéos" (p.14) c'est-à-dire comme un matériau inerte, en l'absence de toute conscience de part et d'autre, mais au contraire que, pendant un certain temps, ils adoptent plus ou moins leurs vues, se reconnaissent plus ou moins en eux.

Il est extrêmement rare que, sur le plan d'une entreprise déterminée

cette "délégation" à la composition variable selon les moments, ne soit que le prolongement d'une "minorité agissante" extérieure à l'entreprise. Les "délégués", au sens défini à l'instant, se révèlent spontanément, sur le tas; mais on doit ajouter cependant qu'ils ont assez souvent une formation "d'avant-garde" soit politique (par exemple, les shop-stewards anglais "de choc" qui sont fréquemment stalinien ou trotskiste) ou syndicale (les éléments dits gauchistes de la CFDT en France).

A certains de ces éléments, qualifiés de "noyaux activistes", l'article d'ICO oppose des "noyaux non activistes". Les premiers, nous dit-on, cherchent à agir au sein de l'entreprise "pour propager un système" et il semble sous-entendu que tout "système" est destiné à servir les intérêts d'une future classe dirigeante, et à séduire les travailleurs dans cette intention. Quant aux seconds, ils agissent pour "que les travailleurs connaissent leur propre réalité et puissent faire les choix qui les concernent". Il a été précisé auparavant que cette différence est "remplie d'ambiguïté" qu'elle "peut paraître subtile". Et cela se conçoit quand on note que les seuls types d'action dont on nous parle ici sont du genre prise de parole, diffusion de tracts, collages d'affiches, etc.. Comment en effet distinguer dans ces conditions le mauvais "système" des uns, du bon "système" des autres? D'autant que les tenants du "système" ne sont pas forcément des crapules, mais souvent des "meneurs" agissant sur la base d'une conception donnée. Si différence il y a, ce n'est visiblement pas sur le plan de la revendication ou de la dénonciation.

L'ancienne conception et la nouvelle.

En fait, lorsqu'une différence peut se faire jour, elle ne réside pas essentiellement dans l'aspect extérieur de l'intervention -discours ou tract- mais dans le contenu de ce qui a été dit ou écrit, dans les idées exprimées de façon explicite ou non. En d'autres termes, la différence en question a un caractère politique (le mot n'apparaît nulle part dans l'article). En vertu de cette loi absolue que quiconque cherche à agir socialement le fait dans une certaine intention, intervenir sur le plan d'une entreprise comme sur un plan plus large suppose l'existence cachée ou proclamée d'un système de référence politique, de repères pour penser et exprimer sa pensée.

Si ces systèmes prennent des aspects variant énormément suivant le lieu et l'époque, les groupes ou les partis, ils ont tous une seule origine: la lutte de classes. A notre époque, en ce qui concerne le mouvement ouvrier dans les pays développés, il existe fondamentalement deux seulement de ces systèmes. Le premier se ramène à l'idée générale de la révolution au XIX^e siècle, à l'idée selon laquelle la classe ouvrière, trop faible quantitativement et qualitativement pour exercer seule le pouvoir, doit charger un corps spécialisé et permanent de la représenter soit au sein, soit à la tête des institutions étatiques et des unités de production. Telle est la conception archaïque qui, avec d'importantes nuances, continue de servir d'idée motrice aux groupuscules entre autres.

Les travailleurs, quand ils réagissent à l'exploitation capitaliste, adoptent volontiers cette conception. Elle n'exige d'eux qu'un minimum d'efforts, parfois même pas du tout, et correspond par ailleurs à tout ce qui leur est inculqué tant à l'école et, plus tard, par la soumission à des machines, que dans la vie en général. Pourtant il leur arrive aussi de recourir à un type d'action tout autre, l'action directe, où la délégation est également directe, sans passer par un corps spécialisé. Les actions de ce genre sont aujourd'hui encore sporadiques et éphémères. Mais il n'en a pas été toujours ainsi, ce qui explique l'apparition au XX^e siècle d'une nouvelle idée générale du communisme. Que dit ce nouveau principe? Eh bien, il dit que maintenant la lutte de classe a pour objet l'organisation de la production et de la distribution par les producteurs eux-mêmes. Le vieil objectif a fait son temps. Il ne s'agit plus de gagner du poids dans la société et de faire inscrire cet avantage dans le droit et dans les institutions: tout ce qui pouvait être réalisé à cet égard,

dans le cadre du capitalisme développé, l'est aujourd'hui sous des formes assurément très diverses suivant les pays. Dès lors, un but final nouveau peut apparaître: la prise en main directe, par les producteurs, de leurs conditions d'existence. Et, s'il en est ainsi, la forme d'organisation doit-elle aussi changer et la forme-conseils succéder à la forme syndicats-parti. Bien entendu, il est question ici de deux principes très généraux, très abstraits. Mais les considérations suivantes vont contribuer à les éclairer tant soit peu.

L'idée du siècle dernier était axée sur la recherche de la sécurité. Celle-ci impliquait non seulement la création de formes d'entraide (mutuelles, coopératives) ou de coalition (syndicats) mais aussi, dans les pays où se déroulait le processus historique de la révolution bourgeoise (soit en Europe de l'Ouest), la création d'une forme politique, électoraliste, le parti, chargé d'assurer la position des classes laborieuses urbaines parmi les autres classes d'une nation donnée, et d'infléchir à leur avantage des rapports défavorables par nature à ceux qui se présentent sur le marché en vendeurs de force de travail généralement peu qualifiée. C'est donc un partage du pouvoir d'Etat, dans des secteurs plutôt secondaires (municipalités, assurances sociales, commissions paritaires, etc..) que visait l'ancien mouvement ouvrier et que, sous des formes diverses, il finit par obtenir et continue d'assumer de nos jours.

Un concept clé allait (et continue d'aller) avec cette idée: l'intérêt commun des diverses classes, lequel correspond pour une part à l'intérêt immédiat que les travailleurs ont de pouvoir vendre au meilleur prix leur force de travail. Ce concept lui-même se raccorde à un genre de conscience plus général, la conscience nationale, d'essence démocratique ou populaire, incarnant un ensemble de valeurs liées à la conservation de l'ordre existant, une conservation acquise au prix de réformes rendues possibles (mais non inévitables) par le développement de la production. On peut dire aujourd'hui que l'objectif de la sécurité sociale a été atteint grosso modo, s'il est vrai qu'il reste encore pas mal de place pour des améliorations de détail et cela notamment dans le plus grand pays capitaliste: les Etats-Unis.

Toutefois, l'idéal de la sécurité ne s'est pas imposé par sa seule vertu; il a fallu pour cela des luttes acharnées, puis (à partir d'un certain stade où l'intérêt immédiat de la production ne s'opposait plus absolument à celui des travailleurs), la menace de voir de telles luttes reprendre. L'élément que ces luttes ont engendré, c'est la solidarité, née de la nécessité de tenir tête à un ennemi commun. Il a donc une base non plus permanente et rattachée à l'ordre social existant comme l'élément "sécurité", mais une base momentanée: la lutte de classe autonome. Depuis un demi-siècle, celle-ci, dans ses formes les plus avancées, tend à donner à la solidarité une base permanente: les conseils ouvriers. L'apparition et le maintien de cette dernière sont évidemment liés à la réalisation au moins tendancielle de l'unité de la classe des producteurs. A son tour, cette unité dépend du niveau atteint par la conscience que cette classe a été capable de prendre tant de ses fins et de la nature de ses luttes que de la force d'organisation qu'elle revêt.

Il s'agit donc d'une différence entre deux modèles fondamentaux, deux systèmes de pensée. Cette différence, il va de soi, est moins tranchée en pratique qu'en théorie. Par exemple, il arrive que des représentants du modèle archaïque, les bureaucrates ouvriers, fassent appel à la solidarité et à l'unité de classe pour lutter contre des sanctions frappant des travailleurs individuels. L'on voit également des dirigeants de syndicats figurant parfois au nombre des plus corrompus (dockers) lancer des mouvements de solidarité effective avec les ouvriers d'une branche d'industrie en grève dans le pays ou à l'étranger (refus de décharger les marchandises). Cependant, on se trouve toujours devant des mouvements fragmentaires et soumis à un corps spécialisé. A l'inverse, un mouvement tel que la Commune de Hongrie de 1956, qui ressortait nettement au second modèle puisqu'il prenait avant tout appui sur la forme-conseils, se réclamait de l'intérêt général - et non de l'intérêt de classe exigeant un remodelage radical de la production - et se donnait comme l'expression de la conscience nationale. On conçoit aisément que si cette contradiction n'avait

pu être surmontée dans une assez large mesure, elle aurait provoqué un déclin accentué de la forme-conseils comme forme d'organisation unique et unitaire des producteurs et cela même en l'absence (inconcevable en fait) d'interventions extérieures.

Cette distinction soulève bien d'autres objections encore, qu'il faudra laisser de côté ici. De toute façon elle n'a pas directement pour but de servir à rédiger un tract, par exemple. Son objet n'est pas tellement d'éveiller une volonté d'action, mais plutôt d'alimenter une réflexion politique. Elle a en effet pour mission de fournir des éléments d'orientation, au moyen desquels il devient possible de raffermir une attitude face à certaines situations; en bref, de contribuer autant que faire se peut, à l'éclosion d'une mentalité nouvelle, dont la lutte de classe est la condition nécessaire.

La bureaucratie ouvrière.

Bien entendu, mettre l'accent sur des considérations de ce genre, lesquelles n'apparaissent pas en clair dans les luttes au sein des entreprises, revient à intervenir "du dehors", à prôner un "système", à se former une "idée préalable" du but final, l'abolition du salariat, et à faire de la propagande en ce sens. A l'inverse, d'après l'auteur de l'article critiqué ici, tout le problème se ramène à agir avec et non pour les travailleurs (p.13). Le caractère purement verbal de cette distinction-là saute aux yeux. Qu'est-ce qui prouve qu'on est avec, sinon ses propres affirmations? Quel est le groupuscule qui ne se dit pas avec, le parti ou le syndicat qui ne présentent pas comme l'incarnation même du prolétariat? Du reste, ces derniers disposent d'un argument massue: leur composition purement ouvrière. Sans doute il s'agit là d'une apparence puisque la politique des syndicats, on le sait assez, n'est déterminée ni par les travailleurs en général, ni par les travailleurs syndiqués mais, en fonction de la situation, par une bureaucratie d'origine habituellement ouvrière et poursuivant des fins qui lui sont propres.

Il existe trois clés d'interprétation fondamentales de la bureaucratie ouvrière. Je vais me contenter de les rappeler sans les discuter comme il se devrait. La première de ces interprétations consiste à voir en cette bureaucratie une future classe dominante (et n'est donc pas loin du point de vue de l'auteur de l'article). Elle invoque une expérience historique qui s'est déroulée il y a cinquante ans dans un pays arriéré empruntant la voie de la révolution bourgeoise et projette le schéma (incroyablement arbitraire) qu'elle en tire sur les réalités contemporaines. Selon elle, les partis et les syndicats d'un pays industrialisé moderne sont capables de s'emparer du pouvoir et de l'exercer seuls. Or rien de tel ne s'est produit en Occident, alors que les occasions de telles prises du pouvoir n'ont pas manqué depuis cinquante ans, précisément. Bien au contraire, l'histoire prouve avec toute la clarté désirable que ces organisations ne songent même pas, quelles que soient les circonstances, à exercer des responsabilités pareilles et que sortir du cadre électoraliste est à leurs yeux parfaitement inconcevable. (Et il y a des raisons matérielles à cela).

En définitive, la première clé conduit la plupart du temps, mais pas toujours, à proclamer que tout effort émancipateur est voué à engendrer un nouveau régime d'oppression, pire encore que l'ancien: c'est l'interprétation bourgeoise par excellence. La deuxième clé consiste à présenter la bureaucratie comme une excroissance pathologique, qu'il est possible d'extirper tout en conservant la forme d'organisation qui l'a produite: c'est l'interprétation de la bureaucratie (stalinienne, trotskiste, maoïste et autre) quand elle se contemple elle-même. Mais il existe encore une troisième clé selon laquelle la bureaucratie est avant tout le fruit de la faiblesse historique du prolétariat, incapable de mettre en place une forme d'organisation nouvelle, et qui s'en tient à la recherche de la sécurité. Bien entendu cette formule n'épuise pas le sujet, mais elle permet à tout le moins d'entrevoir le moyen pratique, dans des conditions données, de surmonter cette faiblesse au moyen des conseils ouvriers. Loin de mener à considérer les comités d'action, par

exemple, comme le marchepied d'on ne sait quelle future classe dominante, elle voit en eux une forme pour l'action, parfaitement susceptible, les circonstances et l'indifférence des travailleurs aidant, de devenir une forme pour l'inaction bruyante - comme c'est le cas le plus souvent à l'heure actuelle.

Conscience pratique et conscience théorique

Une classe qui ne dispose d'aucune forme de propriété pour l'utiliser comme point d'appui dans ses luttes, comme position de repli en cas d'échec, une classe qui n'a pour point d'appui que des clauses de droit protectrices, et destinées à garantir la perpétuation de son état de servitude, ne peut surmonter sa faiblesse qu'en développant sa conscience de classe. Qu'est-ce à dire?

Nous avons vu tout à l'heure qu'il existait un type de représentation plus ou moins informelle et spontanée. Le fait qu'il soit adopté dans certaines circonstances par les travailleurs, plus précisément le fait que ceux-ci se "reconnaissent" en lui, indique qu'il ne s'agit pas seulement d'un phénomène lié aux conditions de la production, mais aussi d'un phénomène de conscience. Cette conscience, après bien d'autres, je l'appelle conscience pratique. Et parler de conscience pratique amène tout naturellement à parler de conscience théorique.

L'histoire du mouvement émancipateur n'est pas sans présenter quelques constantes. En voici une: dans toute situation de crise, accompagnée d'une action de classe réelle, une conscience théorique se manifeste, non pas certes dans toute la classe, mais dans un secteur extrêmement restreint en premier lieu et qui va s'élargissant avec les progrès éventuels de l'action. On peut se demander si cette conscience est toujours adaptée à des situations nouvelles. Et, en tout état de cause, les prétoriens intellectuels de la classe ennemie ne manquent jamais de le contester. Mais la réalité du fait est indéniable, comme le démontre sa répétition dans des phases historiques différentes. Des hommes qui se sont désignés eux-mêmes pensent les problèmes qui se sont posés, se posent et vont se poser, le moyen privilégié de cette pensée étant la discussion au sens le plus large. Pas plus que les producteurs ne se reconnaissent à tous moments dans les formes les plus avancées de la conscience pratique, dans les "meneurs" les plus résolus, pas plus ils ne se reconnaissent inmanquablement et sur le champ dans les formes prises par la conscience théorique (lesquelles vont du slogan subversif aux constructions les plus abstraites et rigoureuses). On observera à ce propos que la classe bourgeoise n'a jamais ni accepté d'emblée ni adopté intégralement les variantes de conscience que ses théoriciens lui proposaient. Néanmoins, elle s'est indiscutablement reconnue dans une certaine conscience théorique, née tant de ses luttes pratiques que des conditions d'exercice de son pouvoir, de sa forme d'organisation. Et l'on peut dire la même chose, comme une loi absolue, de toute classe luttant au sein d'une société divisée en classe: toute lutte sociale engendre une pensée politique.

L'idée qui aujourd'hui doit constituer le noyau d'une conscience théorique des producteurs, laquelle en est encore à se chercher, c'est l'idée du communisme au XX^e siècle, l'idée des conseils. Dans les conditions présentes, l'activité théorique abstraite peut être qu'une activité spécialisée. J'entends d'ici les clamours des gauchistes du genre spontanéistes, protestant que l'on perpétue ainsi la division du travail, etc.. Mais les déclamations n'y changent rien: dans le cadre de la société capitaliste en tout cas, la division du travail est extrêmement poussée et parfaitement insurmontable, sinon en paroles; c'est même un puissant facteur de révolte. En outre, il s'agit d'une activité dont les limites sont nettes, tant au plan quantitatif - le nombre d'hommes qui à l'heure actuelle "se posent des questions" dans une perspective de subversion étant finalement des plus restreints - qu'au plan qualitatif - le rôle des idées dans l'histoire étant vraisemblablement moindre qu'on

aimait croire au siècle dernier (I). Mais c'est aussi une activité qu'il est au pouvoir des hommes de poursuivre, quand bien même elle n'est pas très bien vue de nos jours. Et elle est souhaitable dans la mesure où elle permet, au travers d'une confrontation permanente, d'éclairer les esprits.

C'est pourquoi la condition nécessaire de cette activité apparaît clairement: l'association. Toute association suppose l'existence d'un réseau de coordination. En ce qui concerne les organisations du modèle archaïque, traditionnel, ce réseau se trouve institutionnalisé dans la fonction bureaucratique, mais en outre il a une raison d'être d'où lui vient sa cohésion propre: la revendication immédiate. Une association dérivée du second modèle a besoin, elle aussi, d'un réseau de coordination. Seulement ses buts étant différents, ce réseau ne repose plus sur la revendication, mais sur la discussion. L'association ne réunit plus des sections ou des cellules soumises à une instance centrale qui met en forme la revendication, sur la base des rapports de forces immédiats telle qu'elle croit pouvoir les déterminer, lui assigne des limites et en assure le marchandage, le cas échéant, auprès de la classe dominante. Elle rassemble, au contraire, des groupes d'affinités qui élaborent et diffusent des idées liées aux luttes autonomes des travailleurs quand il s'en produit, des groupes qui s'appliquent à des tâches d'orientation théorique convenant à leurs options de base. Il est clair cependant qu'un groupe d'affinités ne peut faire du travail efficace s'il contient en son sein des éléments par trop disparates, et il est clair également que s'il vit replié sur lui-même il tournera très vite à la chapelle perdue dans des rêveries inoffensives ou des déclamations activistes. (On trouve aujourd'hui des exemples des deux cas). C'est pourquoi ces groupes ont pour moyen d'existence, d'une part, la réflexion active sur les luttes et, d'autre part, l'échange avec d'autres groupes aux buts en gros analogues. Les nécessités mêmes de l'échange (contacts directs, respect de l'autre, coopération) contribuent à donner à l'ensemble sa cohésion, sa structure mouvante (puisqu'elle suppose qu'on peut passer sans trop d'histoires d'un groupe d'affinités à un autre).

Dès lors, il importe peu que des groupes de ce genre puissent être considérés par certains comme "extérieurs à la classe". N'est-il pas évident que la classe a de toute façon la possibilité, dont elle ne s'est jamais privée, de se reconnaître ou non dans les idées que ces groupes lui proposent? (il faut d'ailleurs souligner le caractère scholastique sur ce plan de la distinction entre "extérieur" et "intérieur" de la classe). Au demeurant, une construction théorique élaborée sans souci des réalités de la production et de la vie du travail ne peut se prêter ni à la vérification ni à la confrontation; elle reste une affaire personnelle ou sectaire.

ICO constitue indiscutablement un groupe d'affinités. La fonction qu'il s'assigne principalement: diffuser des informations, revêt une importance évidente du point de vue de la matière théorique, entre autres. Et les idées d'autres groupes sont parfois discutées dans son bulletin (tout en visant un peu trop la dénonciation de tel ou tel, sans plus, chose assez vaine pour une revue qui n'atteint forcément qu'un public d'initiés). Toutefois, on peut douter que cela suffise à satisfaire les diverses volontés de comprendre le monde et de propager des idées qui se font jour de manière en quelque sorte spontanée. En témoignent au reste les phases de tensions et les multiples défections qu'ICO a connues ces dernières années. Tout se passe comme si l'information devait éclipser la réflexion; au cours des années la résolution d'aborder des questions théoriques a souvent été prise sans jamais être suivie d'effets. A une exception près, les contributions théoriques aux publications d'ICO demeurées purement individuelles n'ont que rarement donné lieu à un débat réel "faute de temps".

(I) et que le croient ceux qui voient dans une "fausse conception", personnelle à Lénine, du parti, la raison fondamentale de l'appartition d'une "bureaucratie" dirigeante en Russie. On ne prétend nullement ici que cette idée ne jouât aucun rôle en l'occurrence, mais sûrement pas le rôle absolument déterminant que ses fidèles et certains de ses adversaires se plaisent à lui attribuer.

Le courrier d'ICO prouve que pas mal de camarades se reconnaissent plus ou moins dans ses efforts. Et sans doute en va-t-il de même pour d'autres groupes d'affinités qui ne se réclament ni du marxisme ni de l'anarchisme classiques. Mais il ne s'ensuit pas de là que ces divers groupes permettent de s'exprimer comme ils l'entendent, collectivement, un certain nombre "d'en dehors". Non parce que ces groupes pratiquent l'exclusive mais tout simplement parce que "ça ne colle pas". Dernièrement un camarade déplorait le foisonnement des organes anarchistes (ICO, 77, p. 20).

A juste titre quand il regrettait le repli sur soi autosatisfait de la plupart de ces organes mais à tort, je crois, quand il proposait la solution institutionnelle: "l'hebdo anar". En tout cas ceux qui se situent (ou pensent se situer) en dehors des vieilles doctrines n'ont que faire de vingt périodiques. Il leur en faut deux cents, rien qu'en France... Il serait bon en effet de savoir chanter sur tous les tons avant qu'une situation nouvelle oblige à choisir le mieux adapté.

Mais la théorie de la "non-conscience" (en réalité de la conscience-reflet) laquelle, par une pente naturelle, aboutit à une théorie de la "non-organisation", risque fort en revanche de servir bientôt de justification à des désenchantés.

oooooooo

france des travailleurs

LA VIE QUOTIDIENNE /

Entreprises de travail intérimaire:

Si on parle souvent de ces boîtes, c'est qu'elles se développent dans toutes les professions, que des camarades y travaillent et que l'attrait présent du travail intérimaire et l'importance relative des travailleurs intérimaires dans chaque boîte, ont une incidence directe sur la lutte de classe.

Certaines de ces boîtes paient bien et débauchent ainsi les professionnels des entreprises, notamment dans la métallurgie: certains arrivent à se faire avec les primes de déplacement de 180.000 à 200.000 AF pour 47h30. Les patrons en sont réduits à faire les petites annonces pour recruter des ouvriers qualifiés ou à embaucher des intérimaires bien mieux payés que leurs propres ouvriers. Les jeunes prospectent pour partir ainsi dans la "bonne boîte".

De la part des vieux ouvriers quelque peu encroûtés et qui s'aperçoivent qu'on les tient pour peu de choses, il y a une animosité qui s'explique facilement.

Dans les bagarres d'atelier ou autres, la présence d'intérimaires (comme celle d'ouvriers étrangers) a une incidence que l'on oublie trop souvent.

La promotion sociale:

"...deux journées d'actions revendicatives axées sur les problèmes les plus sensibles aux jeunes postiers... Par la longueur des journées de travail, par les conditions de travail qui s'aggravent sans cesse, le jeune qui veut préparer un concours pour améliorer sa condition sociale est obligé de travailler ses cours hors de ses heures de travail, ce qui allonge considérablement sa journée de travail et de surcroît les concours sont peu nombreux "...

(tract du syndicat des services postaux de Paris-CGT).

Le contrôle des cadences par l'ordinateur:

(extrait d'un texte signé "des militants du CA-Sciences-Halle aux Vins" - sur la grève des vacataires du Laboratoire Leprince Ringuet et intitulé: Pouvoir dans la recherche, recherche du Pouvoir, fonction du savoir scientifique dans la société capitaliste

"..Le changement actuel de la politique du pouvoir par rapport à la recherche scientifique se répercute directement dans les labos. Les compressions de crédit entraînent un accroissement des cadences et licenciements des exécutants (vacataires, techniciens) particulièrement de ceux qui n'ont pas compris que Mai était fini..

...Quelle que soit l'explication théorique que donneront un jour les théoriciens de la politique, ceci montre:

- que le secteur scientifique n'est pas isolé des autres secteurs de la société capitaliste, il obéit aux ordres des capitalistes.

- que les patrons et chercheurs de labo ne sont pas neutres, mais transmettent docilement ces ordres au nom de la valeur de la science. A une diminution de crédit imposée, ils répondent en vidant les exécutants qu'ils ne peuvent plus payer, et en augmentant les cadences productivité de ceux qui restent, pour que les physiciens ne perdent rien à cette compression de main d'oeuvre.

Pour obtenir ces résultats, les chercheurs et patrons utilisent les mêmes techniques de chantage que dans les usines...

... Mais parfois les cadences s'accroissent pour des raisons mystérieuses, qui peuvent être dues simplement à ce que le prestige d'un chercheur demande à ce qu'il sorte rapidement un papier.

Les scientifiques savent apporter des solutions rationnelles au contrôle des cadences. Les physiciens ont d'abord construit un programme qui contrôle les mesures justes; puis en s'auto-félicitant ils se sont attaqués au problème du contrôle du rendement des vacataires, dont ils pouvaient maintenant évaluer exactement la qualité du travail (sauf pour une fille qui arrive à mettre en défaut le contrôle de la machine). Ils ont construit un gadget technique mouchardé pour programmer le temps de travail (75% du temps au poste de travail est toléré) et les cadences (norme de rendement minimum imposé par les scientifiques). Les chercheurs ne peuvent tomber sous le coup de telles méthodes car pour eux "tout bavardage peut être utile à la science; et de plus, comme le dit Schwartz, ils ont besoin de petites vacances aux Baléares pour reposer leur cerveau fatigué".

Au contrôle automatique des cadences, les vacataires répondent par la grève des matricules (Janvier 69). Ils signent tous au pointage de la machine : matricule 00 dès qu'ils savent qu'ils sont sous surveillance. Ils refusent de travailler plus vite. Le chantage ne peut jouer que si les exécutants se divisent, une partie acceptant les normes et les justifications des autorités scientifiques: devant le refus collectif, ça ne marche pas"....

(Le reste du texte contient le récit de la grève tel qu'on a pu le lire dans un certain nombre de journaux dont Action.)

Le syndicat dans l'entreprise:

La loi du 27 décembre 1968 votée à l'unanimité des députés a renforcé considérablement le pouvoir direct du syndicat dans les entreprises de plus de 50 salariés.

Un représentant direct de chaque syndicat peut y disposer, sans aucun contrôle des travailleurs (même pas le cinéma des élections) non seulement d'une liberté de manoeuvre, mais d'un véritable pouvoir de contrôle, autant sur les travailleurs que sur les dirigeants de l'entreprise. Nous reviendrons sur ces points.

Pour l'instant nous livrons un document: les "recommandations" du syndicat du livre parisien pour la désignation et les fonctions du délégué syndical (Le Livre parisien - N° 66- Avril 69 - bulletin mensuel du syndicat général du Livre CGT).

" Le rôle du délégué syndical : La candidature du délégué syndical est discutée et proposée lors de la réunion commune des élus CGT de l'entreprise (ouvriers, employés, cadres et maîtrise).

" Cette candidature est transmise au secrétaire du Comité intersyndical afin de donner l'investiture.

Il est recommandé:

- que le candidat ait fait la preuve de son attachement et de son esprit de responsabilité vis à vis de l'organisation syndicale;
- que le délégué syndical proposé ne soit pas déjà nanti d'un mandat de délégué au sein de l'entreprise (délégué du personnel, délégué au C.E., représentant syndical au C.E.).
- dans les entreprises où il y aurait plusieurs délégués syndicaux de la CGT, de veiller à une représentativité la plus large des différentes catégories professionnelles.

"Le camarade investi du mandat de délégué syndical devra:

- se dégager de sa seule catégorie professionnelle et intervenir sur les problèmes d'ordre général en liaison avec le C.I.;
- assurer la liaison directe avec les secrétaires de sections professionnelles et de syndicat sur les problèmes catégoriels;
- veiller, à l'échelon de l'entreprise, à la coordination de l'activité des délégués du personnel au sein des G.I.A. et des collèges de délégués. En aucun cas son activité ne doit tendre à diminuer le rôle du délégué d'atelier, mais au contraire à renforcer son autorité.
- se préoccuper du renforcement du Syndicat en veillant à maintenir les adhérents à l'organisation syndicale, notamment la mise à jour régulière des cotisations.
- à considérer le recrutement comme une tâche régulière et permanente.
- à ce que chaque adhérent reçoive la presse fédérale et de son syndicat; à impulser la diffusion de la presse confédérale (la V.O., le Peuple, Antoinette).

De son côté le Comité intersyndical réunira périodiquement les délégués syndicaux, en particulier lorsque des problèmes importants se trouveront posés à l'échelon régional ou fédéral, afin de mesurer la volonté du personnel dans les entreprises et mieux adapter les différents mots d'ordre. "

Imprimerie: Paris- petite entreprise- 30 ouvriers.

Élections de délégués du personnel (I CGT- I CFDT- et I suppléant CGT, tous des jeunes), mais ce qui est important c'est que c'est l'occasion d'une assemblée dans l'atelier.

Les gars, notamment les jeunes, veulent discuter de plus en plus; il n'y a pas d'illusions sur le rôle du délégué syndical.

Le directeur technique- adhérent à la CGT-cadres- assiste à l'assemblée. Cela soulève pas mal d'objections. (un camarade propose de poser la question si un ouvrier peut assister à une réunion des cadres CGT). Mais la méfiance que pourrait provoquer cette présence est vite levée. N'importe comment, présent ou pas, il sera informé par le mouchard de service. Autant alors que chacun prenne l'habitude de dire ce qu'il veut ouvertement. Un camarade dénonce justement "l'esprit familial" (gueule au directeur-adjoint): il ne faut pas se faire d'illusions, le patron a ses intérêts les ouvriers les leurs. C'est une réponse au laïus du directeur-adjoint après l'élection sur le thème : " on devrait toujours pouvoir s'arranger".. vous avez fait des grèves idiotes... le directeur ne trouve plus l'ambiance familiale d'autrefois.. il a changé d'attitude.. mais il ne demande pas mieux que cette tension disparaisse." C'est l'occasion de faire un exposé sur la lutte de classe et les intérêts irréconciliables; de parler des heures supplémentaires, du chantage à "la maison va mal", pour faire cravacher.

Finalement, le principe d'une assemblée régulière est retenue.

C.E.A. (commissariat à l'Energie atomique- Saclay).

Les élections de délégués du personnel ont vu la chute de la CGT. Les voix se sont reportées:

- pour les éléments actifs en mai soit sur la CFDT, soit dans l'abstention
- dans le collège techniciens sur la CGC et sur le syndicat fasciste GAP.

Le GAP, de création récente, annonce ouvertement son intention de mettre à la porte les gauchistes et les stalinien : il a recueilli 10% des voix dans le collège ouvrier et 6% dans le collège ingénieurs.

Jeumont-Schneider: (St Denis Electro-mécanique).

12 jeunes friseurs se sont réunis et ont décidé de réclamer 50 anciens francs de plus à l'heure. Démarche à la direction: refus.

Motif: cela ficherait par terre toute la grille des salaires. Les syndicats ne sont pas intervenus, tout a été dû à l'initiative des intéressés.

Dans le contexte syndical actuel, pas de vagues en périodes électorales - position CGT et PC, suivie par les autres- ce refus n'a pas entraîné d'action au sens classique du terme (grève, débrayage..) mais sur les 12, 4 ont demandé leur compte et sont partis ailleurs.

On a l'habitude de ne comprendre par "lutte de classe" que les actions menées ouvertement et consciemment contre la direction pour des revendications précises.

En réalité, il faudrait examiner si des comportements -en apparence individuels- mais collectifs dans l'exemple cité, n'ont pas plus d'importance dans leur incidence sur la production et les coûts de production et ne sont pas plus difficiles à contrer pour les patrons et les syndicats que les mouvements traditionnels.

Un camarade d'une grosse société d'assurance souligne que l'attitude des jeunes devant le travail, le fait qu'ils quittent facilement leur emploi, gêne considérablement non seulement la cadence du travail mais aussi sa qualité (impossibilité- temps et résistance- d'inculquer les rudiments nécessaires pour bien faire le travail, même s'il n'est que de codification ou de pointage): le résultat en est que l'automatisation n'entraîne pas la rationalisation souhaitée et qu'au contraire, les erreurs dues à cette situation s'accumulent, perturbant toute la "chaîne de production" et introduisant dans les tâches à la sortie un surcroît de travail nécessitant plus de travail et partant plus d'employés. Tout l'appareil de gestion capitaliste doit en conséquence être adapté à cette situation- par force- dans une direction opposée à celle souhaitée par les dirigeants.

Les cantines d'entreprise:

Dans l'emprise matérielle (ignorée de beaucoup que les syndicats ont sur les travailleurs, les oeuvres sociales gérées par les bureaucrates syndicaux d'entreprise par le canal des comités d'entreprise, tiennent une place de choix: gestion de fonds importants, passations de marchés, pressions morales et matérielles sur la vie privée: on peut comparer avec l'apprentissage de la corruption et de la gestion capitaliste dans les municipalités pour les "partis de gauche". Mais le fait même que cela se déroule dans le centre même de l'exploitation capitaliste, donne à ces questions une autre dimension. Elles entrent de force dans la vie même du travailleur, d'où des conflits latents mais aussi profonds que la lutte de classe. D'autre part, les oeuvres sociales deviennent dans les grosses entreprises de véritables entreprises avec pour patrons... les syndicats: les mêmes rapports de production capitaliste y existent avec les mêmes critères; seulement ce sont les syndicats "gestionnaires" c'est-à-dire patrons, qui donnent les mêmes explications "aux clients" et aux salariés, qu'un quelconque dirigeant d'entreprise (prix, productivité, etc..). Un autre aspect est l'emprise de l'entreprise -sous surveillance syndicale et patronale- sur tous les instants de la vie du travailleur, même hors du lieu de production.

Citroën- Paris-Javel:

Un tract CGT (Union syndicale Citroën) défend la "supériorité écrasante de la gestion ouvrière sur la gestion patronale" pour la cantine. Ce tract dirigé principalement contre le syndicat indépendant s'intitule: "Le syndicat du patron

dans ses oeuvres". Mais ironie involontaire, il y est défendu la gestion par le syndicat CGT de la cantine qui a conduit à une "compression du personnel" rendue nécessaire par la diminution de l'effectif Citroën à Paris (7000 travailleurs de moins) et par une mécanisation importante introduite par la direction CGT. Le syndicat indépendant a beau jeu pour dénoncer ce patron syndical tout comme la CGT dénonce le syndicat indépendant lié à la direction Citroën. Il n'y a effectivement aucune différence entre les deux. Une lettre du licenciement adressée à une employée du Comité d'Entreprise et une note aux gérants ordonnant une diminution des portions pourraient être signées par n'importe quel patron. Et la défense de la CGT emploie les mêmes arguments de rationalisation et de productivité pour éviter d'être accusée de mauvaise gestion "capitaliste".

Renault:

La même situation se pose à Billancourt. Les subventions cantine ont été il y a des années comprises dans les salaires, mais s'y sont finalement noyées. Ce qui fait que les ouvriers doivent payer le prix fort pour mal manger et que la CGT croit devoir régulièrement publier des bulletins pour expliquer sa gestion capitaliste.

La CFDT, dans son passé CFTC ou plus récent CFDT, faisait de la conquête des "oeuvres sociales" une pièce maîtresse de son échiquier syndical; son caractère confessionnel avec de solides arrières lui donnait autant de "compétence" dans ce domaine que la CGT avec toutes ses organisations para-staliniennes.

Mais la CFDT a pris aujourd'hui sa robe "révolutionnaire" encadrant objectivement ou consciemment, les "gauchistes", tout comme la CGT avait absorbé en 36 les militants d'alors.

Voici comment elle pose le problème des cantines d'aujourd'hui:

"..il faudrait bien du temps et bien des examens de la gestion pour apporter un jugement fondé. Mais le problème dépasse la question de savoir si la gestion est bonne ou mauvaise.

Le problème est de savoir si c'est au Comité d'Etablissement de gérer des restaurants qui sont des accessoires indispensables à la production de la Régie. Pour accroître leur productivité les patrons d'industrie obligent leur personnel à se restaurer sur place, les restaurants ne sont donc pas une oeuvre sociale, mais un des éléments essentiels de la production. Nous arrivons donc à la situation suivante: le C E gère les restaurants, la direction impose des contraintes (servir des milliers de repas en quelques heures) ces contraintes amènent une gestion coûteuse et ... les travailleurs paient. La CFDT estime que la direction exploite les travailleurs par l'intermédiaire du C E. Celui-ci ne peut se prêter à ce jeu plus longtemps. POUR QUE TOUT SOIT CLAIR: il doit remettre la gestion des restaurants entre les mains de la direction et en exercer le contrôle (tout un programme- note d'ICO).

.. qu'est-ce qu'un prix correct? La CFDT estime que les restaurants pour les grandes industries modernes sont des accessoires de la production, tout comme les vestiaires, les douches, le chauffage, etc.. C'est pourquoi la CFDT dit: le prix d'un repas pris à l'usine ne doit pas excéder le prix de revient des aliments servis et leur préparation. La distribution des repas doit être à la charge de la direction. Voici notre solution au problème des restaurants:- les restaurants à la direction; les militants dans l'usine;- les travailleurs à l'action; - alors les prix baisseront. " (tract CFDT - Renault-Billancourt I6/4/69).

Atelier général: Faculté des Sciences- Tour I3:

(d'un tract rédigé par les ouvriers de cet atelier, tous des professionnels faisant un travail quasi artisanal pour la fabrication et la mise au point d'appareils scientifiques en collaboration avec les chercheurs).

Beaucoup de membres du personnel de la faculté ne nous comprennent pas. Il faut dire que nous sommes tous dans l'atelier des anciens ouvriers qualifiés

du privé. Lors de notre embauche nous avons été embauchés sur un salaire net équivalent, celui du privé pour les mêmes compétences, sans qu'il nous soit précisé que celui-ci comprenait un complément de paye, versé par l'ADFAC, nous étions alors vacataires sans statuts."

Suit une longue explication sur les manigances du chef de l'atelier, le professeur Balkanski, pour s'adapter aux diminutions de crédit et garder son "potentiel de production", en bloquant les salaires des ouvriers, même en cas d'augmentation générale qui n'entraînerait que des transferts dans les colonnes de la feuille de paie. Cela dure depuis le début de décembre, et, à la suite d'histoires de primes à Noël et à Pâques, l'action a commencé.

".. le 21 avril, de ce fait, les ouvriers ont décidé une grève d'avertissement d'une heure par jour, à la suite de cela une réunion a eu lieu avec l'administration (Monsieur Viennot). Nous avons fait la concession suivante:- blocage de l'indice jusqu'à la mise en place de la commission de dérogation, mais nous conservons les augmentations de salaire gouvernementales;- nous demandons une réponse écrite pour le mardi, jour où nous devons revoir nos positions;- nous avons alors suspendu notre grève d'avertissement en attendant cette réponse.

A la place de cette réponse, Viennot nous annonce la décision des 5 professeurs de la Tour I3:- dissolution de l'atelier;- ventilation du personnel et des machines dans les différents labos- Le Corre- Balkanski- Amat- Curie-Mattler.

... camarades de la faculté, si l'on vient de dénoncer notre professeur Balkanski, il en est d'entre vous qui devraient en faire autant. Afin que tous nous sachions ce qui se passe dans nos labos pour pouvoir tous agir ensemble.....Nous continuons notre lutte et nous comptons sur votre soutien actif."

L'intersyndicale de la Fac a déclaré qu'il n'avait pas à s'occuper de ce mouvement qui était une manoeuvre des "gauchistes". Les ouvriers de l'atelier I3 ont pris contact avec les gauchistes professeurs et étudiants.

Ceux-ci, veulent porter cette action sur le plan de la solidarité active de l'ensemble des étudiants.

Les syndicats de l'enseignement:

Au sein de chacun des syndicats de l'enseignement divisés par catégories professionnelles - et regroupés dans la Fédération de l'Education Nationale (FEN "autonome" c'est-à-dire non liée à une des confédérations syndicales mais tout autant bureaucratisée), se livre une âpre compétition entre les différentes tendances pour les places dans l'appareil.

La politique y a une place de choix avec des représentants des partis et des groupuscules: PC, SFIO, trotskistes, anarcho-syndicalistes, s'y disputent les suffrages de la base, pour les sièges des bureaux départementaux et nationaux, par où on tient la propagande et où on entre dans les ministères. D'autres combats plus obscurs s'y livrent entre francs-maçons, stalinien, etc..

La tendance Ecole Emancipée regroupait dans une conquête commune les trotskistes de l'OCI, les anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires. Ces subtilités ne disent sans doute pas grand'chose aux profanes et ils ont raison, car finalement ces courants vieux de 50 ans, se retrouvent sur une même position d'avant-gardisme syndicalo-politique, et de travail dans les structures présentes du syndicat assumant le rôle du syndicat dans la société capitaliste (tout en se donnant un paravent révolutionnaire): le dernier numéro de Noir et Rouge contient une mise au point sur le "syndicalisme révolutionnaire" et nous sommes bien d'accord avec la réponse qui y est faite à l'un des défenseurs du syndicat.

A la suite de mai les trotskistes de l'OCI ont pensé qu'il leur était possible de marcher tout seuls: la formation d'un Comité d'Alliance Ouvrière des Travailleurs de l'Enseignement (CAOTE) correspondait à la politique de ce groupe à l'égard des syndicats. Cela ne signifie rien d'autre que l'apparition d'une 4ème tendance organisée à la FEN avec tous les coups bas habituels en pareille matière puisqu'il s'agit avant tout de gagner l'autre de vitesse en piquant les adhérents pour

piquer les places.

Ceux que ça intéresse peuvent se reporter à plusieurs textes: "L'Ecole Emancipée et le syndicalisme enseignant pour un syndicalisme révolutionnaire". (texte séparé) à l'Ecole Emancipée(12 rue A Le Braz, 22- St Brieuc), aux publications de l'OCI (Informations ouvrières et Jeune Révolutionnaire, 10 Rue du Fg du Temple, Paris 10è), et à La Base (voir adresse dans les publications).

A notre avis, le véritable débat n'est pas dans ces tendances mais dans la possibilité pour les enseignants de traduire à leur niveau hors des routines et des appareils, la mise en cause de toute la société, y compris des courants révolutionnaires intégrés, telle qu'elle s'est amorcée en mai. Hors du domaine direct de la production, les enseignants peuvent ne percevoir cela qu'avec un certain décalage mais c'est pourtant la seule issue pour ceux que secoue sérieusement le "coup de force" des trotskistes de l'OCI.

La grève des Ecoles Normales:

C'est dans ces mêmes publications que les camarades intéressés pourront puiser ce qui peut les intéresser sur cette grève (aussi dans Rouge et Lutte Ouvrière). Elle semble d'ailleurs s'être inscrite dans ces rivalités de tendances et avoir été, à partir de revendications professionnelles, largement manipulée par les trotskistes de l'OCI.

Renault-Billancourt:

" Dans l'ensemble de l'usine, tout va pour le mieux, rien ne vient troubler l'exploitation des travailleurs. Les syndicats, la vermine stalinienne sont là pour le maintien de "l'ordre et la dignité". Il y a eu la kermesse du référendum puis maintenant la foire électorale présidentielle, où bien sûr toute lutte des travailleurs ne pourrait être que provocation de la part des gauchistes ou anarchistes; ah les vilains.

"Par contre, la direction, elle, ne s'endort pas, c'est toujours l'augmentation des cadences, et payer toujours moins cher les travailleurs. Pour cela, elle emploie toutes sortes de méthodes, études des mouvements, révision permanente des temps déplacement et mutation pour les O.S.. Ce sont ces derniers les plus touchés dans cette course à la production, eux qui ont déjà les plus dures conditions de travail. Quelques actions pour des revendications particulières d'atelier ont lieu, connues seulement des intéressés, qui se terminent toujours en queue de poisson, grâce à la vigilance des syndicats. Dans un département où il y a 80% d'ouvriers professionnels, la direction décide brusquement de resserrer d'une façon très importante les temps. Par exemple, pour un travail auquel il était alloué 500h, on passe à 400h, de 50h à 40h, etc.. sans aucune discussion possible, l'argument de la direction pour justifier cette diminution est que des ouvriers disposent de 80 ou 100h d'avance à la banque des minutes. Mais ce qu'elle ne dit pas, c'est que, lorsque l'ouvrier tombe sur une mauvaise série des incidents divers réduisent rapidement cette avance.

Les 200 ou 250 ouvriers décident une action, ils prennent la décision de se réunir tous les vendredis une heure sur le temps de travail: à la première réunion il est décidé d'un débrayage d'I/4h par équipe avec à chaque fois, une délégation au chef d'atelier; ceci a duré plusieurs jours, la direction fait savoir qu'elle ne discuterait pas tant qu'il y aurait des rassemblements.

Pour montrer leur bonne volonté, les ouvriers décident pour la seconde réunion, de sortir de l'usine, et de se retrouver sur le quai de la Seine; à cette réunion en plein air, tous sont d'accord pour un débrayage d'I/2h si une délégation n'est pas reçue le lundi suivant. Le mouvement a été décidé par l'ensemble des travailleurs, les délégués CGT, CFTD, n'ont fait que suivre. Les éléments les plus actifs étaient des non syndiqués pour des raisons diverses, tout le monde discute, chacun paraît décidé à un arrêt de travail si satisfaction n'est pas donnée pour le rétablissement des anciens temps.

Les temps sont établis par le chrono; lorsque l'ouvrier trouvait que le délai était trop court ou que pour des pièces qui avaient déjà été faites, le temps avait été réduit les anciens avaient inscrit les temps qui leur avait été attribué

il allait voir le chrono et discutait, d'une façon générale cela finissait toujours par s'arranger.

Finalement la direction du département a fait semblant de céder, elle a accepté de régler tous les bons en litige, seul point positif.

Mais maintenant lorsque l'ouvrier ne trouvera pas le temps suffisant il ne discutera plus avec le chrono mais avec le contremaître et celui-ci fera la chasse aux temps morts.

Ce qui veut dire qu'il n'y a rien de changé.

Il faut souligner quand même que les plus décidés ont accepté cette solution, pour la plus grande satisfaction de la direction et des syndicats, et les temps continueront, comme par le passé, à subir en douceur des diminutions. "

oooooooo

PUBLICATIONS

-Après deux ans d'interruption, la publication belge "Revo" d'inspiration provo annonce sa reparation- au sommaire du 1^o numéro: Underground Press Communiqué- Free traduction d'un article de "It"- information= déformation (les élections universitaires en France) extrait de "Peace" (journal des syndicats tchécoslovaques), Guerilla culturelle, autour de la marche anti atomique de Bruxelles, Censure et anticensure en Belgique (67 à 69), le nouveau projet de loi sur la censure, documents URSS, l'enfant et le jeune, ces prolétaires (Revo, BP 252, Bruxelles I).

-Cahiers du communisme de Conseils: (Carnoin-B P N^o 15, 13 Marseille, 12^a). N^o 3 au sommaire: sciences de la nature et société -organisation, classe et socialisme-Sur les conseils- l'impuissance des groupes révolutionnaires- De ce dernier article, nous extrayons le passage suivant, en pensant à mai 68:

"... Le groupe des Communistes de Conseils se distingue des autres groupes révolutionnaires en ce qu'il ne se considère pas comme une avant-garde des travailleurs, ou une direction de ceux-ci, mais comme faisant partie du mouvement ouvrier. Mais cette différence entre notre organisation et les autres n'est qu'une différence idéologique qui ne correspond à aucune différence matérielle. Pratiquement nous sommes comme les autres groupes. Comme eux nous sommes isolés de la grande masse des travailleurs. Comme eux nous fonctionnons à l'extérieur des sphères de production où se déroule la lutte de classes. Nous ne différons des autres groupes que par l'idéologie, mais ce n'est également que par l'idéologie que les autres groupes diffèrent entre eux. Dans la pratique il n'y a aucune différence entre tous les groupes. Si nous devons suivre la suggestion de nos critiques, et "nous enfoncer dans la lutte de classes" notre caractère "léniniste" deviendrait tout à fait évident. Supposons par exemple qu'il nous soit possible à nous groupe indépendant, d'organiser les travailleurs dans un secteur industriel. Le fait que ceux-ci ne se soient pas mis en branle d'eux-mêmes sans notre aide, signifie qu'ils dépendent de nous pour leur initiative. En leur fournissant cette initiative nous la retirons de leurs mains. S'ils découvrent que nous sommes capables de leur donner l'impulsion initiale, ils dépendent de nous pour les impulsions suivantes et nous nous trouverons bientôt en train de les guider pas à pas. Ainsi ceux qui se font les avocats d'une intensification de la lutte de classes par notre intermédiaire, non seulement ignorent franchement les conditions objectives qui rendent douteuse une telle action, mais se font également les avocats de notre direction sur les masses. Bien sûr ils peuvent toujours arguer que comme nous réalisons les maux d'un tel développement, nous pouvons nous garder contre eux, mais cet argument se trouve encore une fois à un niveau idéologique. Pratiquement nous serons forcés de nous adapter aux circonstances. Ainsi il devient évident qu'avec une telle pratique, nous finirons par fonctionner comme un groupe léniniste et produiront au mieux les résultats du léninisme. Cependant l'impuissance des groupes léninistes indépendants montre l'impossibilité du succès même de ce courant et dégage une fois encore le caractère dépassé des petits groupes révolutionnaires, face aux besoins réels du prolétariat, cet état de fait est

peut être une prémonition du jour qui approche, où il sera objectivement impossible à tout petit groupe d'assurer la direction de la masse. Alors il sera obligé de cesser de les exploiter à son seul bénéfice.

(nous rappelons que le N° I des Cahiers a fait l'objet d'une réédition).

-Invariance: (Comatte- 6 Av. Simon Bolivar, Paris 19è).: 1/ Origine et fonction de la forme parti- 2/ chapitre inédit du Capital- 3/ Fondements et Invariance de la théorie du prolétariat.-4/ Théorie et action- 5/ Perspectives- N° spécial: Marx- Pour la question juive- pour la critique de la philosophie du droit de Hegel.

-d'un camarade de Marseille: " j'ai relevé entre autres dans le N° 3 d'Invariance page 62: "Ce système (les Conseils) érigé, comme tous les autres, sur un fétichisme de l'égalité et de la justice entre les individus et sur une horreur bouffonne du privilège de l'exploitation et de l'oppression.." Point de vue d'un léniniste à rapprocher de celle d'un autre léniniste: celle de Staline, qui dans un discours au Congrès du Parti communiste russe de 1932 (?) bave sur l'égalité en prônant la hiérarchie.

-Le livre de poche classique: un camarade de Paris a fait un article sur "...la façon dont la culture bourgeoise COLONISE les grandes oeuvres pour répandre et populariser mensonges, préjugés, superstitions de CLASSE est importante et utile à démasquer. .. A travers les invraisemblables préfaces du "Livre de Poche Classique" on peut montrer de façon très simple la futilité méthodique, la bassesse de pensée, le vide savant, la fadeur volontaire, l'hypocrisie systématique, l'imposture, bref le caractère de classe de la culture bourgeoise "...

(copie de l'article et de la lettre de présentation sur demande à ICO).

" Si j'en ai le temps, la patience et la force, je me propose de développer, d'approfondir l'article: montrer par exemple dans les préfaces du "Livre de Poche Classique" un miroir idéal où se démasque la sordide vérité de la culture bourgeoise; démontrer (ce que je n'ai pas fait dans mon article trop sommaire et superficiel) la technique par laquelle les faussaires culturels stérilisent, désactualisent, embourgeoisent les grandes oeuvres progressistes; généraliser, dépasser le cadre étroit du Livre de Poche classique et des présentations universitaires, en montrant que cette même technique inspire et ordonne tout le système éducatif bourgeois; sacraliser l'ordre établi, développer le fatalisme et la résignation à cet ordre établi en donnant de l'homme de sa nature, et de son histoire, une image savamment pétrifiée, empaillée; neutraliser le sens critique, empêcher de comprendre l'actualité vivante, en gommant ou escamotant le caractère de classe ou l'aspect social des oeuvres progressistes. "

CAHIERS de Mai : le numéro 10 des Cahiers de mai (Fournié -80 quai de la Rapée -Paris 12e) contient une relation détaillée et une excellente analyse de ce que furent les grèves de Renault (Le Mans) (voir ICO n° 79 mars 69) et Peugeot (Sochaux) ainsi que de l'attitude des centrales syndicales devant ces mouvements partis de la base. (sur cette dernière grève , nous avons reçu une lettre de Besançon qui figurera dans le prochain bulletin)

Rééditions : LA REVOLUTION INCONNUE de Voline - présentée par D. Guérin
(éditions P Belfond - 57 F)

LETTRES DE PRISON de Rosa Luxembourg - Bclibaste- 25 rue des Boulangers Paris 5eme
en souscription 7,40

LA PLACE manque pour terminer une longue liste de publications ,pour publier des textes sur les "grèves tétanos " ,sur la répression (entreprises , facultés et lycées, manifestations , élections , encadrement par les syndicats et les partis (macro et minis) ainsi que toute la correspondance -qui s'accumule puisque nous l'avons déjà reportée le mois écoulé , un article sur le comité interentreprise issu de mai et présentement défunt . Tout cela figurera dans le prochain bulletin dont la parution sera avancée et le contenu peut être réduit pour permettre la publication et la discussion des textes de la rencontre nationale .(15 et 16 juin 69)

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I. C. O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e
Abonnement : **Un an** - 12 numéros : **6 F.**
Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**

ROENOTE à l'adresse ci-dessus - Le Directeur de Publication **P. BLACHIER**.